

→ **L'économie
suisse
2015/2016**





Sept hautes écoles suisses figurent parmi les 150 meilleures hautes écoles à l'échelle mondiale.

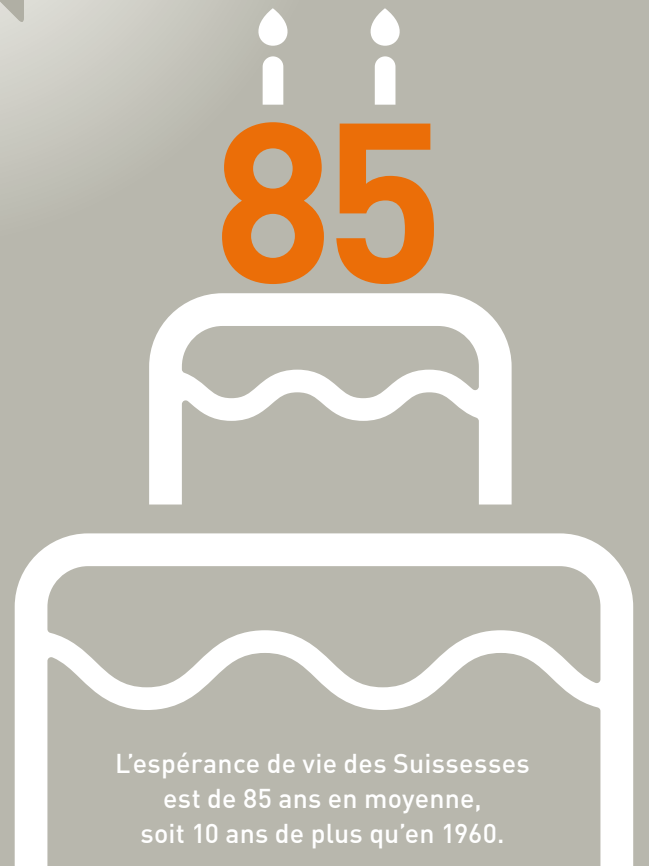


D'après les expatriés, Zurich reste à la deuxième place mondiale en termes de qualité de vie.

**L'économie,
c'est nous tous.**



Compétitivité: Une fois de plus, le Global Competitiveness Report 2015/2016 du WEF décerne la meilleure note à la Suisse.



L'espérance de vie des Suissesses est de 85 ans en moyenne, soit 10 ans de plus qu'en 1960.

→ Placer le curseur au bon endroit entre intégration et séparation est une préoccupation actuelle de la Suisse, mais pas seulement. Avec le renforcement des mouvements nationalistes en Europe, le besoin d'identité et de structures claires se fait davantage ressentir. Et ce, dans une phase d'intégration et de mondialisation croissante. Pour un petit État comme la Suisse et ses entreprises, des marchés ouverts et une politique tournée vers l'avenir sont plus importants que jamais.

→ Chère lectrice, cher lecteur,



Heinz Karrer

Peut-être nous sommes-nous déjà rencontrés personnellement, avons échangé des idées ou même réalisé des projets ensemble. Peut-être aussi sommes-nous complètement inconnus l'un pour l'autre, étrangers l'un à l'autre, et l'occasion se présente aujourd'hui de changer cela. Ces derniers mois, j'ai fait la connaissance de nombreuses personnes et appris un certain nombre de choses sur elles, leurs positions et leur vision du monde. Peut-être étiez-vous – chère lectrice, cher lecteur – un de ces passants qui ont répondu à notre invitation de «prendre un verre avec l'économie». Entouré de collègues de différentes entreprises, j'ai pu alors répondre à vos questions et découvrir très directement, sans détour, par le dialogue, ce qui est une source de motivation, d'enthousiasme, de frustration ou d'inquiétude pour une partie de l'opinion publique.

En faisant le bilan après chacune de ces rencontres, j'ai toujours été frappé de voir à quel point le contact personnel est important. Chaque individu est différent, a des expériences personnelles et une conception des choses bien particulière. Il a aussi des besoins et des désirs spécifiques. On ne peut pas, bien sûr, contenter tout le monde, mais je suis persuadé que pour prendre des décisions justes et durables, il faut un sens développé de l'humain – tout particulièrement parmi les responsables économiques. Nous devons savoir ce qui anime les gens, dans leur entreprise, au bureau ou chez eux à table. À une époque rapide, compétitive et numérisée, il reste peu d'espace pour des discussions personnelles sur le lieu de travail, dans le train ou au café. À nous de leur en redonner. Pour une association comme la nôtre, à la charnière entre l'économie, le monde politique et la société, c'est particulièrement important. Car enfin, nos points de vue et nos propositions ne trouveront bon accueil que si nos interlocuteurs les jugent fondés. Dans cet espoir, je vous invite dans le présent rapport à un tour d'horizon de nos principaux sujets d'intérêt et préoccupations. Pour que nous puissions savoir un peu mieux, de notre côté, ce que vous attendez de l'économie, n'hésitez pas à m'écrire. Essayons donc de nous parler – faisons un premier pas vers le dialogue!

Zurich, août 2016

HEINZ KARRER
Président d'économiesuisse

Les neuf facteurs de succès

Pour faire pousser une plante, il faut un terreau fertile, de l'eau et suffisamment de soleil. Notre économie a, elle aussi, besoin d'un environnement de qualité. Quand toutes les **conditions** sont réunies, les rouages s'imbriquent parfaitement, le moteur tourne et la Suisse bouge.





« Nous avons besoin de personnalités qui s'engagent »

HEINZ KARRER ET MONIKA RÜHL RÉPONDENT
AUX QUESTIONS DE STEFAN BARMETTLER,
RÉDACTEUR EN CHEF DE LA HANDELSZEITUNG

Mme Monika Rühl, M. Heinz Karrer, quelle note vous attribuez-vous pour votre travail chez economiesuisse ? Un 4, un 5 ?

Monika Rühl : Je ne suis pas là pour donner des notes, et encore moins à moi-même. Mais je crois que nous pouvons être satisfaits du résultat.

Heinz Karrer : Quand je suis entré en fonction il y a trois ans, l'organisation sortait d'une phase de turbulences ; l'échec essuyé en votation populaire avec l'initiative Minder, puis les velléités de départ de plusieurs associations avaient secoué notre Fédération. Aujourd'hui, nous avons resserré les rangs et gagné en efficacité.

Vous êtes donc tous deux satisfaits du résultat ?

H. Karrer : Il ne fait aucun doute que Monika Rühl a ramené le calme dans la maison et que les collaborateurs peuvent à nouveau se concentrer sur leur travail.

M. Rühl : Nous voulons davantage influencer le processus politique, qu'il s'agisse des décisions prises par le Conseil fédéral ou du travail législatif du Parlement. Et là, nous sommes sur la bonne voie. Nous travaillons selon le principe du « bottom-up », nous définissons

d'abord nos positions en interne. Pour cela, nous disposons de sept commissions permanentes et d'une vingtaine de groupes de travail.

L'approche exigeante du « bottom-up » est-elle au goût de la chef des opérations ?

M. Rühl : Absolument. Elle permet d'obtenir une position qui repose sur un large et solide consensus. Tous nos membres, des plus grands aux plus petits, des multinationales aux PME, peuvent y prendre part.

Un travail énorme. Mais la Fédération n'est-elle pas devenue plus ennuyeuse sous la houlette du duo Karrer-Rühl ?

H. Karrer : Notre mission est d'accroître la compétitivité de l'économie suisse. Je ne suis pas sûr qu'il soit toujours judicieux de donner de la voix et de provoquer.

M. Rühl : Je suis du même avis : nous voulons prendre part au débat politique avec des propositions solides et un travail convaincant auprès du grand public, du Parlement et du Conseil fédéral. Je ne pense pas que la provocation soit ici d'une grande aide.



HEINZ KARRER
Président d'economiesuisse



MONIKA RÜHL
Directrice d'economiesuisse

D'autres associations, comme l'Union suisse des paysans (USP) et l'Union suisse des arts et métiers (USAM), font davantage parler d'elles.

M. Rühl : La force de la paysannerie, c'est d'être présente dans tous les partis politiques. Nous, à l'inverse, nous avons perdu plusieurs entrepreneurs engagés politiquement ces dernières années.

C'est bien là le problème ...

H. Karrer : Pour renverser la tendance, nous avons pris des mesures. Au sein de notre Comité et auprès de nos associations membres, nous encourageons les entrepreneurs et les chefs d'entreprise à s'engager davantage en politique. Notre message a été très bien accueilli, et je m'en réjouis. Les entrepreneurs font entendre à nouveau leur voix dans le débat politique.

M. Rühl : Nous voyons aujourd'hui que les départs de ces dernières années ont été compensés. Autre bonne nouvelle, des entreprises encouragent leurs employés à s'engager politiquement aux niveaux communal et cantonal.

L'USAM, pour ne pas la citer, s'en prend régulièrement à vous. À l'entendre, vos positions manqueraient de relief.

M. Rühl : Nous entretenons des échanges réguliers avec l'USAM, y compris au sujet des dossiers d'actualité. Nous sommes proches, mais nous avons aussi quelque-

fois des dissensions. Les méthodes peuvent alors varier : certaines associations empruntent le canal des médias, alors que d'autres préfèrent s'adresser aux décideurs politiques pour trouver des solutions concrètes et renforcer l'économie suisse. economiesuisse fait partie de ce groupe-là.

L'USP et l'USAM sont représentées par plusieurs de leurs ténors au Parlement. economiesuisse non. Ne verra-t-on jamais une Monika Rühl ou un Heinz Karrer conseiller national ?

H. Karrer : Pour une association, avoir une directrice ou un président membre d'un parti politique et élu au Parlement comporte des avantages et des inconvénients. Nous avons pris sciemment la décision de ne pas siéger au Parlement. Nous sommes en revanche très présents dans le débat politique. Nous nous mesurons aux résultats.

Le Parlement est une chose, l'opinion publique en est une autre. L'économie et votre Fédération n'ont pas bonne presse auprès du grand public. Comment comptez-vous dissiper ce malaise ?

H. Karrer : Je ne suis pas d'accord avec vous. Durant les campagnes de votation de ces deux dernières années et demie, nous avons à chaque fois su gagner le vote de la population, et ce de belle manière.

La seule fois où vous avez échoué, ce fut lors de la votation la plus cruciale, celle sur l'initiative «contre l'immigration de masse».

H. Karrer: Nous veillons maintenant à ce que cette initiative soit correctement transposée, et surtout à ce que sa mise en œuvre ne nuise pas à l'économie.

M. Rühl: Nous avons tiré les leçons de cet échec. Nous avons constitué de nouvelles équipes de campagnes et de communication et créé un groupe chargé de la gestion des médias sociaux. Nous avons lancé des manifestations comme «L'économie à votre écoute» pour un dialogue national avec la population. J'ai participé à presque chacune de ces manifestations, et les échanges sont fructueux. Début septembre, nous serons pour la première fois au Tessin.

H. Karrer: Nous avons pris part aux grandes manifestations économiques et fait halte dans différentes villes, grandes et petites. Ce qui importe beaucoup à mes yeux, c'est la volonté de nombreux entrepreneurs de nouer le dialogue avec la population. Beaucoup se sont déclarés prêts à assumer un rôle d'ambassadeur.

Qui sont les ambassadeurs d'économiesuisse ?

H. Karrer: Ce sont des entrepreneurs de premier plan qui s'engagent en faveur de la place économique suisse. Des gens dotés d'une vaste expérience, crédibles et authentiques. On trouve parmi eux des chefs d'entreprise qui étaient ou restent critiques vis-à-vis d'économiesuisse. Je le répète : nous avons besoin de personnalités crédibles qui s'engagent jour après jour pour leurs collaborateurs, des gens qui ont surmonté des crises. Notre tâche est d'orchestrer toutes ces voix.

L'initiative pour une économie verte, lancée par les Verts, prône une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources. Vous vous y opposez sur toute la ligne.

H. Karrer: Nous nous opposons à la fois à l'initiative et au contre-projet. Il suffit de jeter un œil aux classements internationaux sur la protection de l'environnement et l'efficacité énergétique : la Suisse y occupe les premiers rangs. Nos entreprises misent déjà sur la protection de l'environnement, l'efficacité énergétique et l'innovation. L'initiative n'apporte rien et nuit aux intérêts de l'économie. Nous nous y opposons avec l'ensemble des autres acteurs.

Qu'avez-vous contre une économie verte ?

M. Rühl: Rien, bien au contraire. Mais l'initiative n'est qu'un miroir aux alouettes, comme l'était avant elle l'initiative «Pour le service public». Elle ne verdirait pas l'économie, elle alourdirait uniquement la bureaucratie.

Vous l'affirmez vous-même : l'économie suisse s'engage pour la protection de l'environnement et le développement durable.

« Les entrepreneurs font entendre à nouveau leur voix dans le débat politique »

HEINZ KARRER
Président d'économiesuisse

M. Rühl: Les initiants souhaitent réduire massivement la consommation et diminuer l'empreinte écologique de la Suisse de deux tiers au moyen de subventions et de mesures contraignantes qui seraient imposées aux entreprises mais aussi aux particuliers. Je crois fortement en la capacité d'innovation des entreprises, mais l'État ne peut pas la décréter. Elle fait partie de l'ADN de toute entreprise prospère.

Si vous prônez l'initiative individuelle et vous méfiez de l'interventionnisme étatique, pourquoi renoncez-vous à lancer un référendum contre la Stratégie énergétique 2050 ? C'est aussi une hydre réglementaire.

H. Karrer: Fort heureusement, le Parlement dans sa nouvelle composition a fait subir une sévère cure d'amaigrissement à la Stratégie énergétique 2050. Notre principale critique portait et porte encore sur les subventions. Durant la procédure d'élimination des divergences, les subventions ont été plafonnées et limitées dans le temps. Nous en avons acquis la conviction que cet inconvénient était acceptable et qu'un référendum n'était pas souhaitable.

Tous les entrepreneurs se plaignent d'une réglementation toujours plus abondante. Pourquoi ne la combattez-vous pas avec plus de vigueur ?

M. Rühl: C'est l'un de nos chevaux de bataille. Peu après l'abolition du cours plancher avec l'euro en janvier 2015, nous avons présenté un train de mesures permettant d'alléger les charges administratives. Au premier rang de ces mesures figure l'introduction d'un taux unique de TVA. Je constate avec satisfaction que le nouveau Parlement combat l'excès réglementaire avec plus d'énergie.

L'espoir fait vivre ?

M. Rühl: L'espoir est une bonne chose, mais nous préférons agir pour atteindre nos objectifs. Les choses bougent au Parlement. Durant la session d'été, une motion sur le principe «one in – two out» pour les actes législatifs fédéraux a été déposée au Conseil national.



« L'espoir est une bonne chose, mais nous préférons agir pour atteindre nos objectifs »

MONIKA RÜHL

Directrice d'économiesuisse

D'autres interventions demandent d'évaluer les coûts de modifications législatives. Encore une fois : le nouveau Parlement combat la réglementation et ses effets négatifs avec une vigueur accrue. Chaque nouvelle réglementation érode un peu plus notre économie. Notre mission est de rester aux aguets, même si cela peut paraître ennuyeux.

Mme Rühl, après vingt ans à la Confédération, vous avez accédé à la tête de la plus importante association économique alors que vous étiez largement inconnue dans les milieux des entrepreneurs.

M. Rühl : En tant que secrétaire générale du Département fédéral de l'économie, j'étais en contact perma-

nent avec des personnalités de l'économie. Je connaissais aussi parfaitement les thèmes qui les préoccupent.

H. Karrer : Durant la procédure d'évaluation et de sélection, nous avons également vérifié les compétences médiatiques des candidats. Sur ce point-là aussi, Mme Monika Rühl nous a convaincus.

Dans un article de presse, vous-même avez été traité de fossoyeur de l'économie suisse. Déçu ?

H. Karrer : Quelques journalistes ont une conception un peu curieuse de leur métier ; mais l'immense majorité d'entre eux sont honnêtes et objectifs. La critique, même si elle est parfois exagérée, fait partie intégrante de la réalité médiatique. Il faut savoir s'en accommoder.

→ Nous avons défini ces thèmes clés

L'économie,
c'est nous tous.

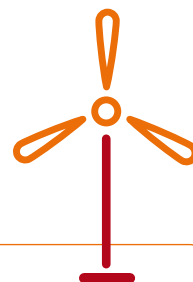
ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

La compréhension mutuelle des milieux économiques, de la société et des milieux politiques est décisive pour le succès de la Suisse. economiesuisse a lancé plusieurs projets pour soutenir un dialogue ouvert, assumer ses responsabilités et s'engager en faveur de la collectivité. Afin que nous préservions ensemble notre succès.



POLITIQUE EUROPÉENNE

Accéder facilement au marché intérieur européen est décisif pour les entreprises suisses et notre prospérité. C'est pourquoi economiesuisse s'engage en faveur d'une politique européenne constructive. Pour une Suisse ouverte et souveraine, promise à un bel avenir.



POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

Le Conseil fédéral et le Parlement posent les jalons de la politique énergétique. economiesuisse s'engage en faveur d'un dispositif énergétique tenant compte des besoins des entreprises afin que ces dernières continuent de disposer d'un approvisionnement électrique sûr et compétitif.



RÉFORME DE L'IMPOSITION DES ENTREPRISES III

La place fiscale suisse doit évoluer. Une réforme de l'imposition des entreprises ciblée permettrait de préserver son attrait. economiesuisse s'engage afin que la Suisse reste parmi les sites les plus prisés par les entreprises à vocation internationale. Pour le bien de l'économie, de l'État et de nous tous.

→ Nos thèmes prioritaires 2016/2017

S'ENGAGER EN FAVEUR DE BONNES CONDITIONS-CADRE EST UNE PRIORITÉ AFIN QUE LA PLACE ÉCONOMIQUE RESTE ATTRACTIVE. ECONOMIESUISSE S'ENGAGE INTENSIVEMENT DANS CE SENS AU QUOTIDIEN, TANT AU SEIN DE L'ASSOCIATION QUE DE SES COMMISSIONS. LES THÈMES CI-APRÈS SONT PRIORITAIRES :

→ POLITIQUE ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

- Compréhension des mécanismes économiques
- La qualité dans le système de santé
- Pénurie de main-d'œuvre spécialisée
- Initiatives populaires relatives à la politique agricole
- Conjoncture

→ ÉCONOMIE EXTÉRIEURE

- Accord UE-États-Unis (TTIP)
- Matières premières
- Intérêt national et droit international
- Libre-échange et politique agricole

→ CONCURRENCE ET RÉGLEMENTATION

- Marchés financiers
- Aménagement du territoire
- Droit de la SA et multinationales responsables
- Traitement des données et risques y afférents
- Droit d'auteur, brevets, marques et piraterie
- Concurrence et consommation

→ INFRASTRUCTURES, ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT

- IP « Économie verte »
- Révision de la loi sur le CO₂
- Biodiversité
- Politique des transports (route)
- Économie numérique










→ FINANCES ET FISCALITÉ

- Politique financière
- Prévoyance vieillesse 2020
- Attrait de la place économique
- Accompagnement du système incitatif en matière énergétique et climatique (SICE)

→ FORMATION ET RECHERCHE

- Horizon 2020
- Politique relative aux hautes écoles
- Ouverture aux nouvelles technologies
- Scolarité obligatoire
- Message FRI
- Innovation

INFLUENCE DES FACTEURS DE SUCCÈS SUR LES THÈMES PRIORITAIRES :

	POLITIQUE EUROPÉENNE	POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE	RÉFORME DE L'IMPOSITION DES ENTREPRISES III
 La stabilité macroéconomique	○		○
 Une économie de marché performante	○	○	○
 La liberté d'entreprendre	○	○	○
 Un accès direct aux marchés mondiaux	○	○	
 Un système éducatif et une recherche de pointe	○		○
 Des politiques financière et fiscale compétitives			○
 Des infrastructures performantes	○	○	
 Des marchés de l'emploi libres et ouverts	○		
 Un approvisionnement en énergie sûr et compétitif, et une protection efficace de l'environnement	○	○	

○ Pertinence des facteurs de succès

→ La tentation de l'argent bon marché : l'économie mondiale reste sous perfusion des banques centrales. Une évolution qui n'est pas sans conséquences pour la Suisse

Politique monétaire ultraexpansionniste : pas de fin en vue

Cela fait plus de sept ans que la banque centrale américaine (Fed) a – pour la première fois de son histoire – abaissé ses taux au niveau zéro. Son objectif était d'infléchir la conjoncture et de sortir rapidement de la crise financière et économique mondiale. D'autres banques centrales lui ont emboîté le pas, à l'instar de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Banque nationale suisse (BNS). Si la situation économique est bien meilleure qu'en 2009 – aux États-Unis comme dans la plupart des pays européens – on ne saurait parler d'un retour à une croissance durable : la BCE et la Banque du Japon ont sensiblement renforcé leur programme de rachat d'obligations d'État et d'entreprises et continuent d'injecter massivement des liquidités dans les marchés. En outre, la Fed poursuit sa valse-hésitation sur l'opportunité de relever les taux d'intérêt.

Augmenter le dosage ne renforce pas l'effet !

La question se pose de savoir dans quelle mesure la politique monétaire ultra-accommodante des banques centrales atteint encore son objectif. Alors que la BCE fait tourner la planche à billets toujours plus vite, de nombreuses entreprises européennes n'investissent pas faute de crédits ou parce qu'elles ne croient plus à la pérennité des investissements. Or la faiblesse des investissements pèse sur la croissance et maintient le chômage à un niveau élevé. Francfort n'en a cure et conserve rigoureusement le cap fixé. Cette situation profite aux banques et aux États qui, en cas de renchérissement du coût du crédit, seraient contraints de procéder à des ajustements substantiels. Elle profite également à l'industrie d'exportation allemande qui voit ses ventes augmenter à la faveur de l'affaiblissement de l'euro. Le risque de formation d'une bulle sur les marchés boursiers et sur les marchés immobiliers constitue le revers de la médaille. La rentabilité

des opérations sur taux d'intérêt a par ailleurs diminué pour les banques européennes ayant pignon sur rue. L'assouplissement de la politique monétaire génère aussi un nombre croissant d'effets indésirables qui contrarient le retour à une croissance économique durable en Europe. Lorsqu'un traitement ne produit pas les effets escomptés, on peut se demander s'il est judicieux d'augmenter indéfiniment le dosage des médicaments ...

Persistance d'un franc fort

Cette évolution ne présage rien de bon pour la Suisse : l'euro reste faible et pénalise tant l'industrie d'exportation que le secteur touristique en Suisse. Et, avec la décision de la Grande-Bretagne de sortir de l'UE, la situation reste tendue. Dans ce contexte difficile, l'économie helvétique fait preuve d'une vitalité étonnante. En 2015, les entreprises ont réagi avec rapidité et détermination à l'abolition du cours plancher par la BNS en abaissant leurs coûts et en améliorant leur productivité. Aucune vague de licenciements collectifs précipitée n'a été enregistrée et rien ne laisse présager une récession. On enregistre néanmoins des réductions d'effectifs et des délocalisations, comme l'attestent désormais les statistiques. Conjugés à une baisse attendue de l'immigration, ces phénomènes contribuent à assombrir les perspectives de croissance de l'économie domestique. Les programmes d'économies de

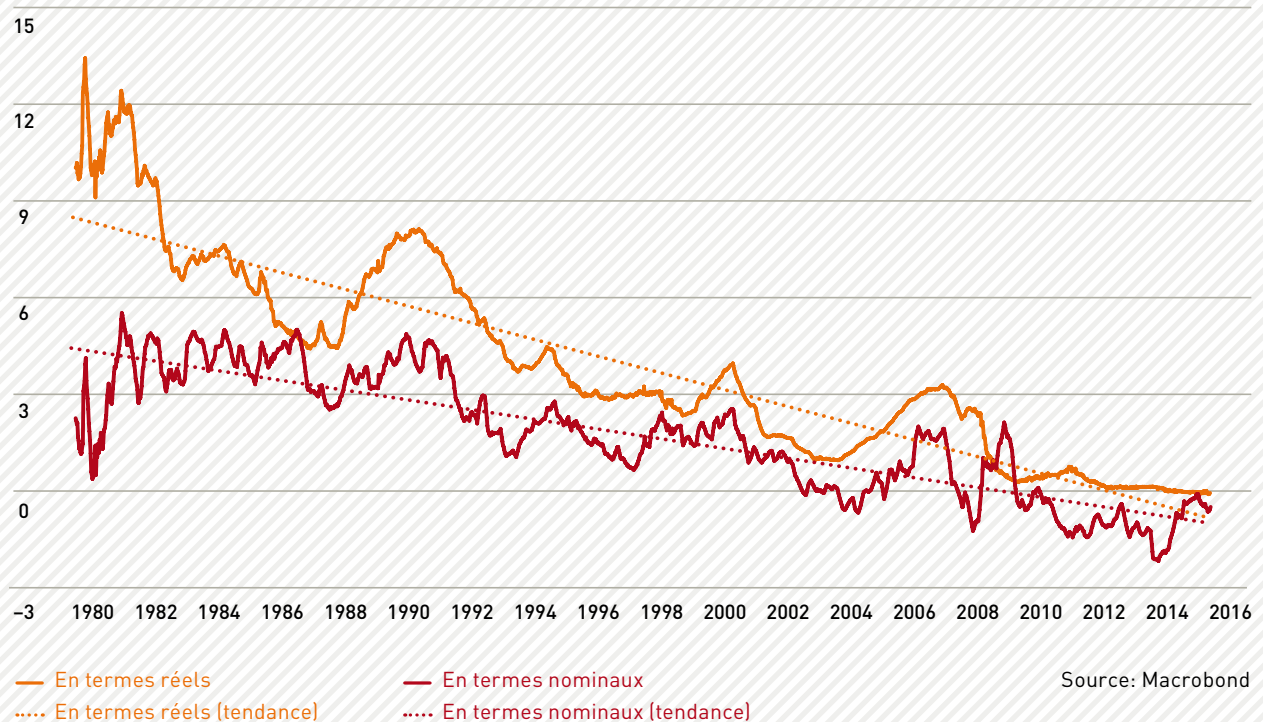
« Si les effets positifs de la politique monétaire apparaissent timidement, ses effets négatifs sont clairement visibles »

RUDOLF MINSCH

Chef économiste d'economiesuisse

ÉVOLUTION DES TAUX D'INTÉRÊT À LONG TERME

Taux d'intérêt sur les marchés monétaires aux États-Unis, au Japon et en Allemagne (valeur moyenne)



→ **Les taux directeurs ont globalement toujours évolué dans la même direction ces 35 dernières années : toujours plus bas.**

La Confédération et des cantons provoquent également des trous dans les carnets de commandes. L'économie n'a pas encore achevé sa mue dans cet environnement en transformation et ne pourra le faire tant que des questions importantes de la politique économique n'auront pas été résolues.

Une clarification rapide de la question européenne est nécessaire

La Suisse a les moyens de résoudre elle-même deux de ses principales incertitudes. Elle a premièrement adopté la troisième réforme de l'imposition des entreprises qui permettra enfin à ces dernières d'avoir une vision claire de leur futur régime d'imposition. La deuxième question concerne les relations de la Suisse avec l'UE, toujours entachées d'une grande incertitude deux ans et demi

après le vote sur l'initiative populaire «contre l'immigration de masse». Les doutes entourant la poursuite en 2017 de la participation de la Suisse au programme-cadre de recherche européen Horizon 2020, le maintien du principe de la libre circulation des personnes et le sauvetage de l'ensemble des accords bilatéraux entravent directement la sécurité de planification de nombreuses entreprises. Le Brexit étant devenu une réalité, on ne peut guère tabler sur une solution rapide avec l'UE. Les milieux politiques doivent faire preuve de pragmatisme et d'un grand sens du compromis dans l'intérêt du pays tout entier.

4400

Si la Suisse n'avait pas conclu les accords bilatéraux avec l'UE, le produit intérieur brut par habitant aurait été inférieur de 4400 francs environ en 2015.


 Pour plus d'informations
www.economiesuisse.ch/fr/politique-economique



DES MARCHÉS DE L'EMPLOI LIBRES ET OUVERTS

Des collaborateurs qualifiés avec un grand sens du service sont essentiels pour l'Hôtel Schweizerhof à Lenzerheide. La famille qui le gère et ses 90 collaborateurs accueillent chaque année quelque 12 000 clients. Le taux d'occupation de l'établissement est de 65%. Le franc fort et les incertitudes entourant la mise en œuvre de l'initiative « contre l'immigration de masse » constituent des défis de taille pour l'hôtellerie – la créativité et l'esprit d'entreprise n'en sont que plus importants.





« Afin que les clients de notre établissement sentent nos valeurs, en l'occurrence la tradition, la durabilité et l'authenticité, nous avons besoin de collaborateurs compétents faisant preuve d'empathie. Ils sont notre principal <capital> »

CLAUDIA ZÜLLIG-LANDOLT
Hôtière, Hôtel Schweizerhof, Lenzerheide

Politique économique extérieure

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE SUISSE AFFRONTÉ UNE MULTITUDE DE DÉFIS ET LES ENJEUX ONT RAREMENT ÉTÉ AUSSI IMPORTANTS. DES JALONS DÉCISIFS SERONT POSÉS EN 2016. DES CHOIX DOIVENT ÊTRE FAITS EN MATIÈRE DE POLITIQUE EUROPÉENNE. QUANT À L'AVENIR DES DEUX MARCHÉS LES PLUS IMPORTANTS POUR LA SUISSE, IL DÉPENDRA DES NÉGOCIATIONS SUR LE TTIP

L'industrie d'exportation menacée par un blocage de la voie bilatérale

La nécessité d'une mise en œuvre de l'initiative «contre l'immigration de masse» tenant compte des besoins de l'économie et des accords bilatéraux a déjà été évoquée ici. Depuis, le Conseil fédéral a transmis au Parlement un projet de loi. L'objectif prioritaire – et la grande inconnue – est de trouver une solution consensuelle avec l'UE. Economiesuisse appuie le projet du Conseil fédéral, l'idée d'une clause de sauvegarde ayant été suggérée à un stade précoce par l'économie elle-même. Dans ce cadre, l'exploitation du potentiel de main-d'œuvre indigène revêt une grande importance, autant qu'un gel de l'embauche dans les administrations, si ce n'est que celui-ci n'a pas encore été pris en compte par les milieux politiques.

La décision de la Grande-Bretagne de quitter l'UE (Brexit) affecte aussi la politique européenne de la Suisse – surtout la mise en œuvre de l'initiative «contre l'immigration de masse». L'UE sera absorbée par la redéfinition de ses relations avec la Grande-Bretagne, ce qui complique la négociation d'une solution consensuelle pour la mise en œuvre de l'initiative populaire. De plus, le vote en faveur du Brexit a montré que l'UE a besoin d'une politique migratoire plus incisive – aussi pour éviter d'autres départs. Cela peut aider la Suisse dans sa recherche d'une solution.

Une votation sur notre relation future avec l'Europe est très probable en 2017 – d'ici là, il faudra réunir une nette majorité en faveur de la voie bilatérale. Ces derniers mois, plusieurs études – dont une d'economiesuisse sur le PIB par habitant – ont démontré l'importance des accords bilatéraux.

Des impulsions pour le libre-échange et la politique des matières premières

Les discussions sur le partenariat transatlantique de commerce (TTIP) entre l'UE et les

COMMISSION ÉCONOMIE EXTÉRIEURE La commission représente quelque 30 000 entreprises helvétiques, exportatrices et importatrices toutes branches confondues, ainsi que des investisseurs directs. En étroite collaboration avec les autorités fédérales et des partenaires internationaux, la commission conseille les instances dirigeantes d'economiesuisse afin de préserver la compétitivité internationale de notre économie. Bernard Rüeger, qui a présidé la commission de main de maître, a transmis le flambeau à Christoph Lindenmeyer. La forte représentativité de la commission est indispensable pour faire entendre de manière crédible la voix de l'économie en politique économique extérieure.

États-Unis se sont intensifiées également en Suisse ces derniers mois. Le débat est à la fois très émotionnel et critique. Cet accord vise à créer la plus grande zone de libre-échange du monde. Dans l'intérêt des entreprises helvétiques et de leur compétitivité, il convient de maintenir un accès aussi libre que possible aux marchés de la zone de libre-échange à créer. L'accord de libre-échange avec la Chine est globalement perçu de manière positive – economiesuisse continue de s'engager en faveur du développement du réseau déjà dense d'accords de libre-échange.

Le secteur des matières premières conserve un grand poids économique pour la Suisse. Le net rejet de l'initiative «Pas de spéculation sur les denrées alimentaires» des Jeunes socialistes a été décisif. Les entreprises concernées échangent régulièrement au sein du groupe de coordination ad hoc d'economiesuisse. Le groupe de travail Douane et règles d'origine a aussi du pain sur la planche. Les questions de dédouanement électronique à l'importation, les développements de la législation douanière européenne, les questions relatives à l'application d'accords de libre-échange et le programme de stabilisation 2017 à 2019 sont d'actualité.

364 735

millions de francs.
En 2014, 61,7% des investissements directs des entreprises suisses à l'étranger ont été effectués dans l'UE et aux États-Unis.

¹ Pour plus d'informations
www.economiesuisse.ch/fr/economie-exterieure



**UN APPROVISIONNEMENT EN
ÉNERGIE SÛR ET COMPÉTITIF,
ET UNE PROTECTION EFFI-
CACE DE L'ENVIRONNEMENT**

Avec leurs 29 turbines, les dix centrales des Forces motrices de l'Oberhasli SA (KWO) produisent de l'électricité pour 1,2 million de personnes. Le fameux lac du Grimsel constitue le cœur des installations – ou plutôt leur réservoir. Les KWO peuvent stocker 195 millions mètres cubes d'eau, leur réserve d'énergie, dans huit lacs d'accumulation. Aux yeux de l'entreprise, l'énergie hydraulique représente un partenariat avec la nature et la source d'énergie la plus sensée en Suisse.

« L'énergie hydraulique a de l'avenir – en particulier dans le contexte du tournant énergétique. Aussi nous engageons-nous quotidiennement pour approvisionner les ménages suisses et l'économie avec de l'énergie durable »

DANIEL FISCHLIN
CEO, Forces motrices de l'Oberhasli SA, Innertkirchen



UN ACCÈS DIRECT AUX MARCHÉS MONDIAUX

Fondée en 1946, l'entreprise Mathys SA Bettlach, d'abord un petit atelier, est devenue une entreprise orthopédique internationale. Des prothèses de hanche, de genou et d'épaule ainsi qu'un substitut osseux synthétique sont fabriqués avec la plus haute précision et exportés dans plus de 40 pays. En 2013, la société Mathys s'est en outre lancée dans l'orthopédie sportive. Un accès ouvert et non bureaucratique aux marchés mondiaux est indispensable pour maintenir les sites de production et de développement helvétiques.

« En tant que fabricant suisse, il est crucial pour nous que la place économique suisse ne subisse pas davantage de pression. Celle-ci provient en particulier d'exigences réglementaires croissantes, mais aussi de l'évolution de la politique économique extérieure »

HUGO MATHYS
CEO, Mathys SA Bettlach, Bettlach

Concurrence

LE PRINCIPE DU CASSIS DE DIJON, UN DIKTAT SUR LES PRIX DANS LA LOI SUR LES CARTELS, DES INTERDICTIONS PUBLICITAIRES ET LA DENSITÉ RÉGLEMENTAIRE SONT LES PRIORITÉS DE LA COMMISSION POUR LES QUESTIONS DE CONCURRENCE. LES ACTIVITÉS COURANTES SONT DOMINÉES PAR LA DÉFENSE DE LA LIBRE FIXATION DES PRIX ET LA LUTTE CONTRE LE CLOISONNEMENT DU MARCHÉ

Le droit des cartels

Les interventions politiques répétées visant les accords de distribution verticaux ont été l'un des principaux thèmes de l'année écoulée pour la Commission pour les questions de concurrence. Elle s'est notamment clairement prononcée contre un diktat des prix pour les fabricants ou les importateurs n'occupant pas une position dominante sur le marché. Une telle approche est en effet en contradiction avec la systématique du droit des cartels et constitue une infraction à la réglementation en vigueur. La loi sur les cartels garantit la protection de la concurrence, mais n'est pas un instrument de régulation des prix. La Commission de la concurrence (COMCO) ne doit pas être convertie en une autorité étatique de surveillance des prix, ce qui la priverait en plus des ressources nécessaires pour assumer les tâches qui lui incombent. L'Alliance contre les obstacles au commerce cherche à abolir les obstacles aux frontières qui renchérissent les prix et les coûts ainsi que l'interdiction des importations parallèles. Ce mouvement composé de fabricants, de commerçants et de consommateurs a par exemple combattu avec succès l'initiative parlementaire, lancée par les milieux agricoles, demandant l'exclusion des denrées alimentaires du principe du Cassis de Dijon. L'étude « État et concurrence » a été approfondie et exploitée dans une édition spéciale de « Schweizer Monat » mettant en exergue, pour chaque secteur, les distorsions de la concurrence qui découlent des ingérences dans le marché publicitaire.

Engagement quotidien pour une saine concurrence

Dans le contexte monétaire difficile actuel, il est déterminant de lutter contre les réglementations qui cloisonnent le marché et menacent inutilement la compétitivité des entreprises. Pour abaisser le niveau des coûts en Suisse, il faut agir partout où existe une marge de manœuvre. Le principe du

COMMISSION POUR LES QUESTIONS DE CONCURRENCE

La commission s'engage pour une économie de marché libre et une saine concurrence. L'objectif est de définir des règles claires fixant un cadre dans lequel les entreprises peuvent se développer. Le groupe d'experts sur le droit de la propriété intellectuelle (EGIP) traite de questions spécifiques dans ce domaine. Le travail de la commission intègre les contributions d'organisations partenaires en Suisse et à l'étranger. C'est un point décisif, car d'importantes conditions-cadre sont définies au niveau international et non pas national, et bon nombre d'entre elles ont des répercussions par-delà les frontières. C'est pourquoi la collaboration au sein d'ICC, BIAC et BUSINESSEUROPE est cruciale. La commission échange régulièrement avec les autorités, notamment avec la COMCO. Elle bénéficie d'une large représentation des membres d'économiesuisse et était présidée par Werner Hug jusqu'à fin 2015. Le conseiller aux États Ruedi Noser, directeur d'ICTswitzerland, lui a succédé début de 2016.

Cassis de Dijon ne pourra s'imposer sur un large front qu'au prix d'une nette réduction des exceptions. Le droit des cartels, et en particulier l'inscription dans la loi d'obligations de livraison pour les acteurs à faible pouvoir de marché, restera un thème d'actualité ces douze prochains mois. Il est important ici de ne pas intégrer dans la loi sur les cartels des éléments dommageables pour l'économie. Dans le domaine de la propriété intellectuelle, l'accent est mis sur la révision de la loi sur le droit d'auteur et les droits connexes. Le travail de la commission porte également sur la révision de la loi fédérale sur les marchés publics (LMP) visant à créer un cadre favorable à la concurrence. Une analyse des forces et des faiblesses de la politique de la concurrence suisse en comparaison internationale doit en outre poser les bases pour faciliter l'appréciation des évolutions et des projets futurs.

6,5

Durée, en années, de la procédure judiciaire jusqu'à la décision de principe du Tribunal fédéral en matière d'importations parallèles.

 Pour plus d'informations
www.economiesuisse.ch/fr/concurrence

Réglementation

LE FRANC FORT CONFRONTE LES ENTREPRISES À DES DÉFIS DE TAILLE. IL EST DONC ESSENTIEL DE S'ENGAGER EN FAVEUR DE RÉGLEMENTATIONS AUSSI SOUPLES QUE POSSIBLE POUR LA PLACE ÉCONOMIQUE SUISSE. LA RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS FINANCIERS ET LA RÉVISION DU DROIT DE LA SOCIÉTÉ ANONYME RESTENT LES AXES PRIORITAIRES. POUR CETTE DERNIÈRE, IL IMPORTE DE GARANTIR QU'UN PROJET SVELTE ET TENANT COMPTE DES BESOINS DE L'ÉCONOMIE SOIT SOUMIS AU PARLEMENT

Limiter le flux réglementaire, renoncer aux expérimentations

Face aux défis posés par le franc fort, les travaux de la commission se sont concentrés sur des solutions pour endiguer le flux réglementaire. L'un des axes prioritaires concernait notamment le projet de révision du droit de la société anonyme. Les milieux économiques ont fait front commun contre la version initiale très lourde et ainsi obtenu que le Conseil fédéral l'allège sensiblement. La nouvelle version doit à présent être transmise au Parlement. À cet égard, la reprise aussi fidèle que possible de l'ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb) dans le texte de loi est tout aussi importante que le renoncement aux quotas de genre. Le suivi des travaux pour le nouveau concept de réglementation des marchés financiers¹⁾ a été un autre axe prioritaire de la commission pendant l'année écoulée. L'objectif est d'assurer les capacités d'exportation des prestataires nationaux de services financiers.

Réglementation raisonnable en réponse au franc fort

Il n'existe pas de remède miracle contre l'inflation réglementaire. Celle-ci doit être circonscrite par différents moyens, dans l'optique de préserver la proportionnalité et la plus grande liberté possible. Dans le contexte du franc fort, promouvoir l'attrait de la place est plus important que jamais. Il convient de développer des modèles qui fassent barrage à la dynamique réglementaire actuelle et permettent d'éviter, voire d'abandonner les prescriptions inutiles. La numérisation de l'économie, avec ses chances et ses défis, ne fait qu'en renforcer la portée.

Les interventions de l'État dans le droit des sociétés, le domaine financier ou encore la

COMMISSION DE RÉGLEMENTATION La commission traite de questions réglementaires pertinentes pour l'économie. Ses membres représentent les différentes organisations de branche et entreprises membres d'economiesuisse. Présidée par David Frick, la commission coordonne les prises de position sur des projets de loi ou modalités d'exécution mis en consultation et analyse les développements en cours dans une perspective stratégique. L'objectif est de laisser une liberté maximale aux entreprises dans l'organisation de leurs activités commerciales. L'autorégulation et les bonnes pratiques, que la commission soutient activement, constituent des alternatives aux interventions législatives. La commission coordonne les travaux des groupes d'experts et de travail ad hoc et permanents (réglementation des marchés financiers, responsabilité sociale des entreprises, aménagement du territoire). Les aspects liés à la numérisation sont essentiellement traités par le groupe de travail dédié à la protection des données.

protection des consommateurs ne doivent pas juguler la liberté entrepreneuriale. Une saine remise en question est dans l'intérêt de la place économique. Les travaux de la commission resteront axés sur la réglementation des marchés financiers et, surtout, sur la révision du droit de la société anonyme. Les thèmes liés à la responsabilité sociale des entreprises sont également importants. En coopérant étroitement avec le réseau suisse du Pacte mondial, economiesuisse veut démontrer la valeur de l'engagement positif des entreprises et le faire mieux connaître au public. Ce faisant, l'organisation montrera comment l'initiative pour des multinationales responsables issue du milieu des ONG propose des évolutions inopportunes et néfastes.

57

Nombre de circulaires de plus de 1000 pages émises par la FINMA entre sa création en 2009 et octobre 2015. Elles s'ajoutent aux lois et dispositions édictées.

¹⁾ Pour plus d'informations www.economiesuisse.ch/fr/reglementation

1) Loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF), loi sur les services financiers (LSFin) et loi sur les établissements financiers (LEFin)



LA LIBERTÉ D'ENTREPRENDRE

Développer un nouvel hélicoptère en partant de zéro et l'amener sur le marché est un défi complexe qu'il est possible de relever à la seule condition de réunir un vaste savoir-faire et beaucoup de détermination. La société Marenco Swisshelicopter à Mollis a été fondée en 2007 précisément dans ce but. Son nouvel appareil personnifie des valeurs typiquement suisses : qualité, innovation et grande précision technique. Pour qu'une telle vision puisse devenir réalité dans un environnement hautement réglementé comme l'aéronautique, il faut disposer d'une marge de manœuvre entrepreneuriale.

« En tant que fabricant d'hélicoptères, j'ai besoin de liberté non seulement au-dessus des nuages, mais également au sol, pour pouvoir réaliser mes idées avec les bonnes personnes, au bon endroit et au bon moment »

MARTIN STUCKI
CEO, Marenco Swisshelicopter SA, Mollis

Énergie et environnement

LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE RESTE EN PLEINE MUTATION. LA POLITIQUE CLIMATIQUE AUSSI. LES DÉCISIONS IMPORTANTES À PRENDRE AU COURS DES MOIS À VENIR CONSTITUERONT AUTANT DE DÉFIS POUR L'ÉCONOMIE. LA COMMISSION ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT ŒUVRE POUR L'INSTAURATION DE CONDITIONS-CADRE EFFICACES ET FAVORABLES À L'ÉCONOMIE

Une stratégie énergétique qui ne sera pas sans conséquences

La Stratégie énergétique 2050 de la Confédération change l'orientation de la politique énergétique. Sont directement concernés l'approvisionnement en électricité, le bâtiment et la mobilité – tous déterminants pour l'économie. Les entreprises sont également touchées par la future réforme des structures d'approvisionnement énergétique, qui pourrait avoir un impact considérable dans certaines branches. Le premier volet de la Stratégie énergétique 2050 met l'accent sur les subventions accordées à la production d'électricité renouvelable et sur une cascade de nouvelles réglementations en matière d'efficacité énergétique. Ces mesures permettront tout au plus d'atteindre la moitié des objectifs visés. Il sera nécessaire d'instaurer en outre un système incitatif en matière climatique et énergétique pour remplacer le mécanisme de subvention et atteindre les autres objectifs. Ce projet est retardé, car il n'est guère souhaitable de renchérir le site de production suisse pour des motifs politiques dans le contexte actuel. Le processus d'ouverture du marché de l'électricité et d'intégration au marché européen (accord sur l'électricité avec l'UE) a également pris du retard. La Commission Énergie et environnement d'économiesuisse suit de très près ces développements et fait valoir le point de vue de l'économie. Il a ainsi été possible de faire évoluer la stratégie énergétique initiale de la Confédération dans un sens nettement plus favorable à l'économie.

Privilégier les mesures volontaires à un corset réglementaire

Le domaine de l'environnement est lui aussi confronté à de nombreux défis. Alors que la gestion politique des ressources naturelles prévue dans la révision de la loi sur la protection de l'environnement a pu être évitée, l'initiative populaire «Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources (économie verte)» doit encore

être soumise au peuple. Peu encline à soutenir l'adoption précipitée de nouvelles réglementations, economiesuisse étudie, dans le cadre du Dialogue des ressources, les moyens d'améliorer la fermeture des cycles de matières. En outre, les nombreuses mesures volontaires prises par les entreprises – notamment avec l'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC) – demeurent essentielles.

La Conférence de Paris sur le climat (COP 21) a changé la donne au niveau de la politique climatique. Celle-ci est mieux ancrée au niveau international. En participant activement à sa réorientation, les entreprises suisses peuvent éviter certains inconvénients unilatéraux. En sa qualité de fournisseur de technologies, la Suisse pourrait être amenée à jouer un rôle plus important dans le domaine de la réduction des émissions, ce qui incite la commission à s'engager en faveur d'une politique climatique harmonisée à l'échelle mondiale et conforme aux règles du marché.



En 2014, les émissions de CO₂ de l'industrie avaient reculé de 21% par rapport à 1990. L'AEnEC s'engage avec succès en faveur d'une baisse des émissions de gaz à effet de serre en Suisse.

COMMISSION ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT La commission aborde tous les aspects de la politique énergétique et environnementale importants pour l'économie. Elle est présidée par Remo Lütolf, président de la direction d'ABB Suisse. Ses membres débattent de questions de réglementation, de projets de lois, de consultations et du positionnement de l'économie sur les thèmes abordés. La commission élabore des recommandations destinées au Comité et au Comité directeur en se fondant sur un large éventail de compétences. Plusieurs groupes de travail effectuent des analyses approfondies et élaborent des prises de position concrètes.

 Pour plus d'informations
www.economiesuisse.ch/fr/energie-environnement

Finances et fiscalité

AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS, LA POLITIQUE FISCALE A POSÉ DES JALONS IMPORTANTS. LE PARLEMENT A ADOPTÉ LA RÉFORME DE L'IMPOSITION DES ENTREPRISES III, CRUCIALE POUR L'AVENIR DE LA SUISSE. L'ADOPTION DES LOIS RELATIVES À L'ÉCHANGE AUTOMATIQUE DE RENSEIGNEMENTS REVÊT UNE IMPORTANCE DÉCISIVE AU NIVEAU INTERNATIONAL

Réforme vitale pour la place économique

La Suisse veut rester un lieu d'implantation pour les entreprises de premier plan du monde entier. Dans cette optique, le Parlement a adopté la réforme de l'imposition des entreprises III lors de la session d'été 2016. L'adaptation du système fiscal aux règles internationalement reconnues restaure ainsi la sécurité juridique pour les entreprises. Le référendum annoncé par le PS compromet inutilement le maintien de l'attractivité économique. La démarche est incompréhensible, car des milliards de francs de recettes fiscales et des dizaines de milliers d'emplois sont en jeu. Un échec menacerait notre prospérité.

Échange automatique de renseignements dès 2018

Dans son propre intérêt, la Suisse ne peut ignorer l'évolution internationale dans l'échange de données financières à des fins fiscales. Dès 2018, les autorités fiscales suisses échangeront certaines données financières de particuliers avec d'autres pays. Le Parlement a adopté, avec le soutien d'économiesuisse, les accords multilatéraux et lois d'application nécessaires. Il est primordial que toutes les parties respectent les nouvelles normes. L'échange spontané de « rulings » pour les entreprises et l'échange de déclarations pays par pays sont également en passe de devenir des normes. Les procédures de consultation pour l'application de la norme minimale du projet « Base Erosion and Profit Shifting » (BEPS) de l'OCDE et du G20 devaient s'achever en été 2016.

Les questions relatives à l'assistance administrative en lien avec des données volées, au traitement fiscal des amendes et à la révision de l'impôt à la source ont aussi été traitées par le Parlement. La réforme de l'impôt anticipé, très importante pour la place financière et l'emploi, reste en suspens.

COMMISSION FINANCES ET FISCALITÉ Les experts qui représentent nos membres au sein de la commission enrichissent les débats par leurs connaissances et leurs expériences. Leurs contributions permettent de se confronter avec les différents intérêts. La commission œuvre à l'élaboration de positions communes. Des groupes de travail ad hoc sont constitués pour traiter des thèmes prioritaires, comme la réforme de la fiscalité des entreprises ou l'initiative sur l'imposition des successions. Acteur important de l'économie, la commission accompagne le processus politique et veille à la qualité des échanges avec la Confédération, les cantons et les experts issus d'autres organisations.

Défi pour les finances fédérales

Les finances fédérales doivent être stabilisées, en vue d'écartier tout risque de hausse de la charge fiscale. Des réductions de dépenses seront nécessaires dans tous les domaines et il conviendra d'éviter les dépenses supplémentaires. Une autre façon d'améliorer la marge de manœuvre financière consisterait à réduire la part des dépenses liées.

La prévoyance vieillesse doit aussi être réformée rapidement et dans une mesure financièrement supportable. economiesuisse soutient notamment un âge de la retraite à 65 ans pour les hommes et les femmes ainsi que, en cas de nécessité avérée, le relèvement progressif de l'âge de la retraite dans le cadre d'une règle de stabilisation. Face au défi démographique, la mesure est incontournable pour garantir les rentes. Il n'est pas possible en revanche d'étendre les prestations.



50 %

Part des recettes fédérales sur le bénéfice qui serait remise en question si la RIE III devait échouer et ne pas être mise œuvre dans un sens favorable pour l'économie.

Pour plus d'informations
www.economiesuisse.ch/fr/finances
www.economiesuisse.ch/fr/fiscalite

Formation et recherche

LA CONFÉDÉRATION SOUHAITE RÉDUIRE LES RESSOURCES ALLOUÉES AU DOMAINE FRI. EN MÊME TEMPS, LA PARTICIPATION FUTURE DE LA SUISSE AU PROGRAMME EUROPÉEN HORIZON 2020 EST HAUTEMENT INCERTAINE. LA COMMISSION FORMATION ET RECHERCHE S'ATTELE À CES DÉFIS

Le message FRI est source d'incertitude

Tous les quatre ans, le Conseil fédéral définit les objectifs de ce domaine dans son message relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation (FRI). La planification actuelle porte sur les années 2017–2020 et la Commission Formation et recherche a pris acte avec inquiétude que le Conseil fédéral n'a pas accordé un traitement prioritaire aux ressources allouées à ce domaine pourtant crucial. Des coupes lourdes de conséquences pour le paysage de la formation et de la recherche ont au contraire été envisagées. En cette année déjà difficile, ces projets torpillent la sécurité de planification des institutions concernées. Il en va de même en ce qui concerne Horizon 2020, le programme-cadre de recherche de l'UE. Alors qu'elle était le pays participant affichant la meilleure performance, la Suisse n'est désormais associée au projet que sur la base d'une solution transitoire jusqu'à la fin 2016. La possibilité de participer aux projets attribués par le Conseil européen de la recherche (CER) est décisive pour la recherche suisse. Si elle ne ratifie pas rapidement le protocole sur la libre circulation des personnes avec la Croatie, la Suisse sera reléguée au statut de pays tiers. La commission souhaite l'éviter à tout prix, mais n'aura d'autre choix que de discuter de solutions de remplacement.

De la CTI à Innosuisse

À la fin novembre 2015, le Conseil fédéral a publié le message relatif à la loi sur Innosuisse visant à transformer la Commission pour la technologie et l'innovation (CTI) en une institution fédérale de droit public. La CTI disposera ainsi d'une flexibilité accrue et

COMMISSION FORMATION ET RECHERCHE Cette commission est composée de personnalités d'horizons divers et en prise directe avec les réalités du monde de la formation, de la recherche et de l'innovation. Ses membres sont des représentants d'entreprises actives dans la recherche, des experts en formation et recherche issus d'associations de branche ainsi que des élus siégeant dans les Commissions parlementaires de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC). La commission traite des questions de fond relevant de la politique de formation et de recherche et prépare des prises de position dans le cadre de consultations sur des lois et des dispositions d'exécution. Elle est présidée par Ulrich Jakob Looser, qui connaît parfaitement ces thèmes.

sera dotée de structures modernes, comparables à celles ayant déjà fait leurs preuves avec le Fonds national. La commission est convaincue qu'Innosuisse, en tant qu'organisation indépendante des autorités, sera bien placée pour promouvoir l'innovation de manière ciblée. La création, début 2016, du Parc suisse d'innovation avec des hubs à Zurich et à Lausanne constitue également une étape importante. La promotion des branches MINT reste par ailleurs un thème central pour la commission. Il s'agit de s'assurer que les bases prometteuses posées avec le Plan d'études 21 (en Suisse alémanique) soient reprises dans les plans d'études cantonaux. Des efforts supplémentaires doivent en outre être déployés au-delà de l'école primaire pour changer durablement la reconnaissance sociale du secteur MINT.

41,7%

Sur l'ensemble des personnes en âge de travailler qui vivaient en Suisse à la fin 2015, 41,7% avaient un diplôme d'études au niveau tertiaire (formation professionnelle supérieure ou haute école). Il y a cinq ans, cette proportion n'était que de 35,2%.

¹ Pour plus d'informations
www.economiesuisse.ch/fr/formation-recherche



UN SYSTÈME ÉDUCATIF ET UNE RECHERCHE DE POINTE

L'entreprise familiale Sofraver S.A. collabore avec plusieurs start-ups technologiques, notamment dans le domaine du photovoltaïque, pour mettre au point des produits faisant appel à différentes applications particulières du verre. La place d'innovation suisse est une grande force pour l'économie nationale.

« Le facteur humain est essentiel pour garantir des produits performants et de qualité. Je connais personnellement chacun de mes cinquante collaborateurs, c'est une relation win-win »

PIERRE-YVES BIELMANN
CEO, Sofraver S.A., Avry

Infrastructures

LE RAPPORT SUR LES INFRASTRUCTURES ÉTABLI PAR LA COMMISSION CONSTITUE UN CADRE DE RÉFÉRENCE IMPORTANT POUR APPRÉCIER DES QUESTIONS DE POLITIQUE DES INFRASTRUCTURES. UNE ATTENTION PARTICULIÈRE EST EN OUTRE ACCORDÉE À LA NUMÉRISATION : ELLE RECÈLE DE NOMBREUSES OPPORTUNITÉS NOTAMMENT DANS LE DOMAINE DES INFRASTRUCTURES, DONT IL S'AGIT DE TIRER PARTI

Le rapport sur les infrastructures : un précieux point de repère

Trois thèmes ont marqué l'actualité au cours des douze derniers mois. Le nouveau rapport sur les infrastructures a suscité un grand intérêt, notamment auprès de l'opinion publique. Ce document bien étayé présente les principales demandes de l'économie en matière de politique des infrastructures pour la législature en cours. Il fournit un cadre de référence important pour le développement de la concurrence et de l'efficacité dans la fourniture de prestations d'infrastructure. Dans ce contexte, il convient également de citer la lutte fructueuse contre l'initiative populaire fédérale «Pro Service Public». Contrairement aux affirmations de ses promoteurs, l'acceptation de l'initiative aurait entraîné une réduction des prestations des entreprises publiques, car une desserte de base efficace exige une plus grande ouverture du marché et en aucun cas une fermeture.

Le financement des routes et les télécommunications toujours dynamiques

Par ailleurs, la commission a suivi de près les questions liées au financement et au développement de l'infrastructure routière. Elle a concentré ses efforts sur les débats parlementaires relatifs au projet de fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA) proposé par le Conseil fédéral ainsi que sur deux votations populaires : l'initiative pour un financement équitable des transports (dite «initiative vache à lait») et le projet de loi sur la réfection du tunnel routier du Gothard, qui a suscité des débats très émotionnels. Dans les deux cas, le vote est allé dans le sens préconisé par l'économie. Dans le secteur des télécommunications, la révision en cours de la loi sur les télécommunications (LTC) reste au centre des préoccupations. La commission a élaboré une prise de position circonstanciée. Ses membres avaient

COMMISSION DES INFRASTRUCTURES La commission examine des questions de fond de la politique des infrastructures, laquelle couvre les domaines des transports, des services postaux, des télécommunications, des TIC et des aspects connexes de l'aménagement du territoire. Elle formule des recommandations à l'intention des organes de décision. Divers groupes de travail sont constitués pour traiter les questions importantes sous un angle technique. Sa composition diversifiée et la collaboration régulière avec des experts externes issus de l'économie, du monde académique et de l'administration permettent à la commission d'obtenir une vision globale des principaux champs d'action de la politique des infrastructures. La commission se réunit chaque trimestre sous la conduite de Hansueli Loosli, président du conseil d'administration de Swisscom.

notamment bénéficié d'une présentation éclairante de la part d'un responsable de l'Office fédéral de la communication.

L'année à venir sera marquée par l'évolution de la révision de loi sur les télécommunications et les effets potentiels de la numérisation, tant sur les infrastructures que sur l'économie et la société en général. D'entente avec les autres commissions concernées, la Commission des infrastructures va formuler la position de l'économie dans son ensemble. En ce qui concerne la politique des transports, il convient de poser des jalons pour les années futures afin de simplifier et de rationaliser la mise à disposition d'infrastructures adaptées à la demande. Il s'agira également de mieux intégrer les interdépendances entre l'urbanisation et les transports. Pour ce qui est des services postaux, la priorité est accordée à la suppression du monopole pour les lettres jusqu'à 50 grammes – le dernier monopole juridiquement établi en Europe.



En 2015, le volume de données de la téléphonie mobile a doublé par rapport à l'année précédente.
Source : Swisscom

¹ Pour plus d'informations
www.economiesuisse.ch/fr/infrastructures



UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ PERFORMANTE

Pour fabriquer ses spécialités pharmaceutiques – quelque 76 millions d’emballages par an –, la société Zambon Suisse SA a besoin de main-d’œuvre hautement qualifiée. Depuis 1996, le site de la société est homologué par la FDA (US Food and Drug Administration) pour les exportations à destination des États-Unis. Des plans d’investissement pluriannuels garantissent la modernisation constante des machines de production et des installations.

« Notre production est complexe. Grâce aux exportations, elle atteint les habitants du monde entier. Quelque 60 % de nos produits sont destinés à la maison-mère, 25 % sont des contrats de sous-traitance pour des tiers et 15 % sont destinés au marché suisse »

Communication et campagnes

PROFITER DE L'ANNÉE ÉLECTORALE 2015 POUR UNE VASTE OPÉRATION DE TOILETTAGE DE LA COMMUNICATION S'EST RÉVÉLÉ PAYANT. DANS SON IMAGE EN LIGNE ET HORS LIGNE, ECONOMIESUISSE SE MONTRE SOUS UN NOUVEAU JOUR, INNOVANTE, PROCHE DES GENS. DE NOUVELLES IDÉES POUR LES CAMPAGNES DE VOTATION ONT ÉTÉ DÉVELOPPÉES ET TESTÉES. NOS ÉQUIPES ONT ÉGALEMENT ORGANISÉ DES SÉMINAIRES MÉDIAS AFIN DE PRÉPARER DES CANDIDATS AUX ÉLECTIONS DU CONSEIL NATIONAL ET DU CONSEIL DES ÉTATS

Un positionnement axé sur des valeurs

Il y a un an, economiesuisse se présentait non sans fierté dans ses nouveaux habits. Son équipe de communication a mené un intense travail et en étroit contact avec les départements thématiques, la direction et les membres. Le cœur du projet n'est pas le design extérieur – encore que celui-ci soit important. Nous mettons au cœur de la communication de notre association une position claire, qui repose sur les valeurs du dialogue, du professionnalisme et de la responsabilité et est portée par l'ensemble des départements. Autant de points de repère pour le travail quotidien de nos collaborateurs qui constituent le fondement même de notre communication et de notre expertise. Des projets comme l'action en faveur du système de milice sont un signal très clair – quelque 200 entreprises ont déjà signé l'appel aux responsables économiques à exercer des mandats politiques. Enfin, au cours de l'année électorale 2015, les spécialistes média de notre association ont à nouveau préparé pour la caméra environ 130 candidats au Conseil national et au Conseil des États.

De bons récits pour des campagnes réussies

Depuis le lancement de la campagne pour une Suisse ouverte+souveraine, plus de 250 histoires, plus de 10 000 soutiens et mentions « J'aime » sur Facebook, plus de 60 organisations partenaires, de nombreuses manifestations et d'innombrables activités ont occupé les médias sociaux. Une démarche claire et largement partagée, fondée sur des valeurs fondamentales compte au même titre qu'une base factuelle solide et des porte-parole crédibles. Cela est notamment ressorti de la campagne de votation contre l'initiative de mise en œuvre. L'équipe de campagne est bien préparée pour l'avenir. Nous n'investissons pas seulement dans les médias sociaux et les

RENFORCER L'ENGAGEMENT PERSONNEL Sans engagement personnel, rien ne va. La communication politique, surtout pour les campagnes de votation, a plus que jamais besoin d'être portée par des émetteurs crédibles, riches de leur expérience des réalités. L'initiative de mise en œuvre a démontré l'utilité d'une offensive concertée d'entrepreneurs, de politiques, d'experts et de représentants de la société civile. L'équipe d'economiesuisse les soutient en mettant à disposition ses argumentaires et autres produits de campagne et en ouvrant des canaux de communication. Chaque voix compte. Chaque engagement personnel aussi. La Suisse a besoin de nous tous.

moyens techniques, mais aussi dans des échanges étroits avec divers acteurs et milieux.

Des choix importants nous attendent

Après deux dimanches de votation réjouissants en février et en juin, de grandes échéances nous attendent au second semestre et en 2017. En septembre, nous voterons sur l'initiative « Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources », qui exige une diminution irréaliste de la consommation de ressources. Le même jour sera soumise au peuple l'initiative « AVSplus » de l'Union syndicale suisse, qui réclame une augmentation générale de 10% des rentes AVS. Au vu de la situation financière de l'AVS, cette initiative est irresponsable. En automne 2016, nous nous prononcerons sur l'initiative « pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire ». Si « programmée » doit signifier « bien ordonnée », le texte est trompeur, car il annonce au contraire une sortie précipitée, sans considération pour la sécurité de l'approvisionnement et un prix exorbitant. Enfin, nous nous consacrerons à un possible référendum sur la RIE III, de même que, bien sûr, aux consultations sur l'Europe – aux échéances encore très ouvertes.

500 000

Nombre de personnes atteintes avec nos posts sur Facebook contre l'initiative de mise en œuvre.

**Mettre en danger l'AVS
au lieu de la garantir?**

www.avspus-non.ch

Initiative AVSplus NON



**PRIVATIONS
MASSIVES
POUR TOUS!**

NON
À L'INITIATIVE EXTRÊME DES VERTS

www.vert-extreme-non.ch



LA STABILITÉ MACROÉCONOMIQUE

Les clients de la société Appenzeller Versicherungen sont également ses coopérateurs. Forte d'une longue tradition, la société garantit à ses assurés un service personnalisé. Afin d'accroître chaque année le volume des primes, ses quatre collaborateurs doivent être en mesure de poursuivre leur développement à l'échelle régionale.

« Les échanges directs avec nos clients nous tiennent à cœur, c'est pourquoi nous nous concentrons principalement sur notre région. Notre ambition est d'offrir un service peu bureaucratique et rapide – et ce depuis plus de 140 ans »



→ Une Suisse forte, notre motivation quotidienne

ECONOMIESUISSE FAIT LE LIEN ENTRE LES MILIEUX POLITIQUES, LES MILIEUX ÉCONOMIQUES ET LA SOCIÉTÉ. L'ORGANISATION S'ENGAGE EN FAVEUR DE CONDITIONS-CADRE OPTIMALES POUR LES ENTREPRISES SUISSES – DES PME AUX GRANDES SOCIÉTÉS

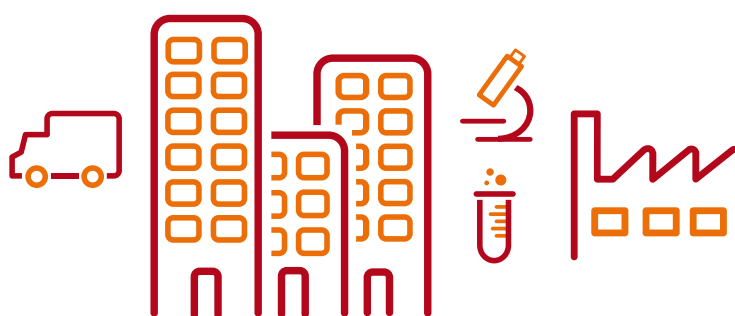
La Suisse est un endroit où il fait bon vivre – ce qui n'a pas toujours été le cas. Avec courage, créativité et persévérance, nous avons construit ensemble cette prospérité et cette sécurité. Afin que cet engagement continue de porter des fruits, il faut une situation politique stable et de bonnes conditions-cadre. Des marchés ouverts, un système de formation remarquable, l'excellence de la recherche et des infrastructures de qualité sont autant de facteurs qui contribuent au succès. À cela s'ajoutent une imposition attractive, une législation économique et un droit du travail libéraux ainsi qu'un dialogue réel entre les partenaires sociaux. Tout cela ne va pas de soi, mais c'est d'autant plus important. La Suisse est en étroite concurrence avec d'autres places économiques – pour qu'elle reste un site où il fait bon vivre, il faut agir dès aujourd'hui.

Défendre les préoccupations de l'économie sur la durée

À la charnière entre l'économie, le monde politique et la société, les quelque 70 collaborateurs d'economiesuisse représentent 100 000 entreprises suisses – de la start-up au grand groupe mondial en passant par l'entreprise familiale et la PME tournée vers l'exportation. Ces diverses sociétés représentent plus de 2 millions d'emplois.

→ **economiesuisse s'engage en faveur des intérêts d'une économie suisse forte et consciente de ses responsabilités et apporte une contribution active au bien-être commun.**

100 000
ENTREPRISES



En tant que Fédération des entreprises suisses, economiesuisse défend les intérêts d'une économie suisse forte, interconnectée à l'échelle internationale et consciente de ses responsabilités. Sa tâche la plus importante consiste à représenter les intérêts de ses membres dans le processus politique. À cette fin, l'organisation faitière de l'économie maintient un dialogue ouvert, constructif et orienté solutions avec ses différents interlocuteurs, qu'ils soient des représentants des milieux politiques, des médias et de l'administration ou la population au sens large. economiesuisse s'appuie sur les principes d'une économie de marché libérale qui tient compte de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. L'organisation accompagne les objets de politique économique avec professionnalisme, tout au long du processus politique. Ses collaborateurs s'engagent à tous les niveaux et à toutes les étapes : de la participation à des groupes de travail à l'organisation de campagnes de votation, en passant par la prise de position dans les consultations.

68

economiesuisse ce sont 68 collaborateurs, dont près de 50 % de femmes. L'âge moyen est de 42 ans et 29 % des collaborateurs environ travaillent à temps partiel chez economiesuisse.



2 mio.
D'EMPLOIS

Où trouver economiesuisse ?

Le siège principal d'economiesuisse se trouve à [Zurich](#) dans un bâtiment appelé « La Maison de l'économie ». C'est là que travaillent la grande majorité des collaborateurs des différents domaines, de l'équipe de communication et de campagne, de la documentation et de la comptabilité. La direction et le président ont également leurs bureaux à la Hegibachstrasse.

RESPONSABLE : MONIKA RÜHL
economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Hegibachstrasse 47
Postfach
CH-8032 Zürich
Téléphone : +41 44 421 35 35
Fax : +41 44 421 34 34
info@economiesuisse.ch

La représentation d'economiesuisse à [Berne](#) sert d'intermédiaire entre l'économie et la politique. Son travail consiste pour une grande part à garantir les échanges d'information entre le Parlement, l'administration et l'économie. La planification et la coordination des affaires politiques, les contacts avec les membres de l'Assemblée et de l'administration fédérales ainsi que l'établissement de comptes rendus des sessions servent cet objectif.

RESPONSABLE : SUSANNE BRUNNER
economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Spitalgasse 4
Postfach 304
CH-3000 Bern
Téléphone : +41 31 311 62 96
Fax : +41 31 312 53 50
bern@economiesuisse.ch

L'équipe d'economiesuisse à [Genève](#) est responsable des contacts avec les membres et les associations économiques, les décideurs politiques aux niveaux fédéral et cantonal, la presse et les médias électroniques en Suisse romande. Elle mène en outre les campagnes de votation en Suisse romande.

RESPONSABLE : CRISTINA GAGGINI
economiesuisse
Fédération des entreprises suisses
1, carrefour de Rive
Case postale 3684
CH-1211 Genève 3
Téléphone : +41 22 786 66 81
Fax : +41 22 786 64 50
geneve@economiesuisse.ch

economiesuisse [Lugano](#) a mis en place un échange d'information soutenu avec les associations économiques et de branche tessinoises, l'administration et le gouvernement cantonaux, les associations économiques du nord de l'Italie ainsi qu'avec la Chambre de commerce suisse à Milan.

RESPONSABLE : ALESSANDRA GIANELLA
economiesuisse
Federazione delle imprese svizzere
Via S. Balestra 9
Casella postale 5563
CH-6901 Lugano
Téléphone : +41 91 922 82 12
Fax : +41 91 923 81 68
lugano@economiesuisse.ch

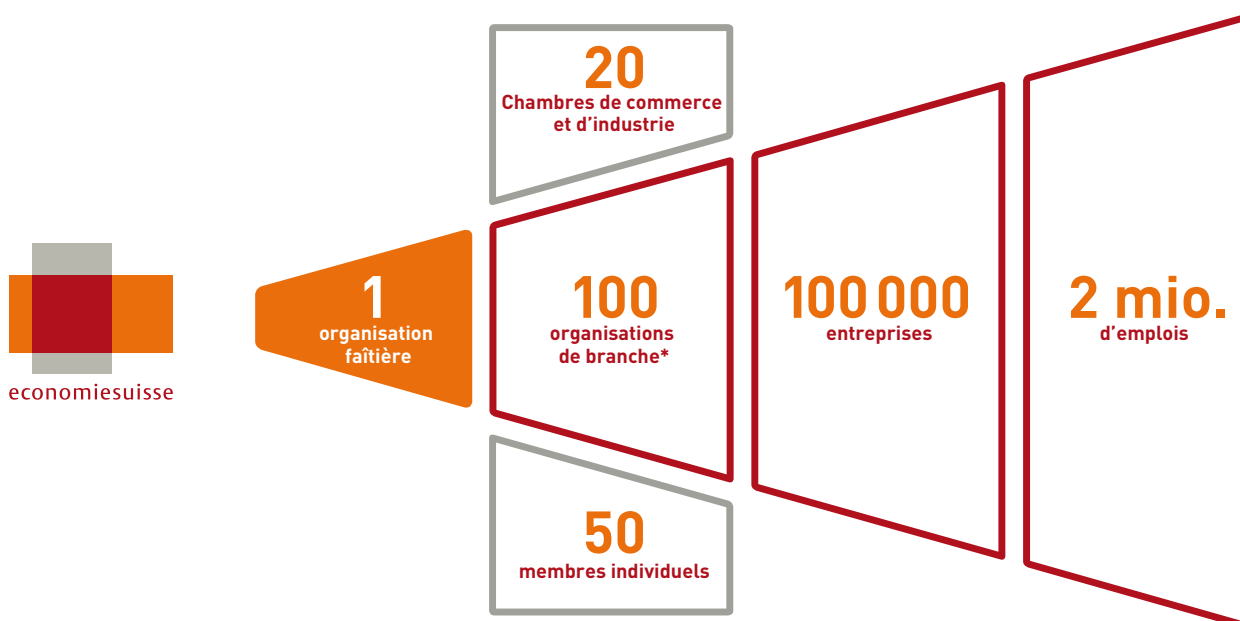
economiesuisse dispose également d'une représentation à [Bruxelles](#), laquelle assure en outre la présence de l'Union patronale suisse (UPS). Cette représentation permanente permet à economiesuisse d'entretenir des contacts étroits avec la fédération des industries européennes, BUSINESS EUROPE. Les contacts avec les services de la Commission européenne, la mission auprès de l'UE et de l'AELE revêtent également une grande importance, en particulier dans le contexte actuel. Nos collaborateurs à Bruxelles soutiennent cependant aussi les représentations économiques suisses qui cherchent des contacts avec les institutions de l'UE.

RESPONSABLE : FRANÇOIS BAUR
economiesuisse
Swiss Business Federation
168, avenue de Cortenberg
B-1000 Bruxelles
Téléphone : +32 2 280 08 44
Fax : +32 2 280 06 99
bruxelles@economiesuisse.ch

→ economiesuisse : la Fédération des entreprises suisses

NOS PRESTATIONS

- Nous coordonnons la **formation de l'opinion au sein de l'économie** et représentons les intérêts de cette dernière face à la politique, aux médias et à l'opinion publique.
- Nous offrons une **plateforme large et efficace** dans la représentation d'intérêts à Berne.
- Nous apportons des conseils compétents dans le **domaine politique**.
- Nous **soutenons les demandes concrètes** de nos membres dans le processus politique.
- Nous procédons à des analyses et études, et **fournissons des informations de fond de politique économique**. Nous mettons en relation nos membres avec des cercles économiques, des leaders d'opinion dans le domaine politique et des représentants des autorités publiques, de même que nous organisons des délégations économiques.
- Nous prenons régulièrement **position sur des thèmes de politique économique d'actualité**.
- Nous organisons des **ateliers médias** pour nos membres et les acteurs politiques.
- Nous menons des **campagnes de votation**.



* Construction, chimie, électronique, biens de consommation, matières plastiques, machines, métaux, denrées alimentaires, papier et carton, pharma, tabac, textiles et habillement, montres, emballages, ciment, assurances, banques, services de conseil, formation, commerce de détail, services aux entreprises, énergie, santé, commerce, hôtellerie, ingénierie, informatique, communication et médias, logistique, télécommunications, divertissement, trafic, gestion de fortune, publicité

→ L'économie dialogue – en contact avec la population via divers canaux

LES ENTREPRISES SUISSES ASSUMENT LEURS RESPONSABILITÉS ET CONTRIBUENT À FAÇONNER L'AVENIR DE LA SUISSE – ECONOMIESUISSE CRÉE LES BONNES PLATEFORMES À CET EFFET. LE CONTACT DIRECT AVEC LES INDIVIDUS SE TROUVE ICI AU PREMIER PLAN



economiesuisse a lancé l'initiative « Économie et société » dans le but de renforcer les ponts entre les acteurs économiques, politiques et la population. Dans une démocratie directe, une compréhension réciproque des intérêts, préoccupations et défis est indispensable pour concrétiser des solutions durables et mettre en place des conditions-cadre compatibles avec les besoins de l'économie. economiesuisse développe du matériel pédagogique pour le corps enseignant, produit des clips vidéo informatifs et propose des séminaires de formation continue. Via diverses mesures, l'organisation encourage le dialogue. Voici deux mesures qui ont permis un échange direct avec la population.

L'économie à votre écoute

Quel meilleur moment pour discuter de manière informelle d'évolutions politiques ou de thèmes touchant la vie professionnelle qu'autour d'un verre à la sortie du travail ? En collaboration avec les Chambres cantonales de commerce, nous avons invité la population à sept rencontres « L'économie à votre écoute » au cours des douze derniers mois. De nombreux entrepreneurs de toute la Suisse étaient présents pour répondre aux questions

de la population. Les discussions, animées, ont porté sur l'avenir de la place économique, la situation sur le marché du travail, les relations de la Suisse avec l'Europe, les infrastructures de transport et quantité d'autres sujets. Quatre rencontres supplémentaires sont prévues d'ici à la fin de l'année.

« Inside Economy »

Grâce à l'émission « Inside Economy » sur Joiz, une chaîne de télévision alémanique pour la jeunesse, nous sommes parvenus à lancer le thème de l'économie sur un nouveau canal et à nous adresser à un public jeune. Avec des explications, des quiz et de petits reportages, Joiz et economiesuisse font découvrir le monde de l'économie aux jeunes : Quel est le rôle de l'économie ? Comment fonctionne-t-elle ? Et de quoi a-t-elle besoin ? Des entrepreneurs prennent la parole dans des reportages et des interviews. Les cinq émissions diffusées jusqu'à présent montrent que le format suscite l'intérêt et qu'elles donnent lieu à des interactions avec des téléspectateurs.

📌 Pour plus d'informations sur le thème « L'économie dialogue » et nos activités, consulter notre site Internet. www.economiesuisse.ch/fr

Membres

CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ET ORGANISATIONS RÉGIONALES

AARGAUSISCHE INDUSTRIE- UND HANDELSKAMMER

Entfelderstrasse 11, Postfach, 5001 Aarau
www.ihk.ch

AITI ASSOCIAZIONE INDUSTRIE TICINESI

Corso Elvezia 16, Casella postale 5130, 6901 Lugano
www.aiti.ch

CAMERA DI COMMERCIO DELL'INDUSTRIA E DELL'ARTIGIANATO DEL CANTONE TICINO

Corso Elvezia 16, Casella postale, 6901 Lugano
www.cc-ti.ch

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU JURA

23, rue de l'Avenir, Case postale 274, 2800 Delémont 1
www.ccij.ch

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE FRIBOURG (CCIF)

37, route du Jura, Case postale 304, 1701 Fribourg
www.ccif.ch

CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DES SERVICES DE GENÈVE

4, boulevard du Théâtre, Case postale 5039, 1211 Genève 11
www.ccig.ch

CHAMBRE NEUCHÂTOISE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

4, rue de la Serre, Case postale 2012, 2001 Neuchâtel
www.cnci.ch

CHAMBRE VALAISANNE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

6, rue Pré-Fleuri, Case postale 288, 1951 Sion
www.cci-valais.ch

CHAMBRE VAUDOISE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE - CVCI

47, avenue d'Ouchy, Case postale 315, 1001 Lausanne
www.cvci.ch

FÉDÉRATION DES ENTREPRISES ROMANDES GENÈVE (FER)

98, rue de Saint-Jean, Case postale 5278, 1211 Genève 11
www.fer-ge.ch

GLARNER HANDELSKAMMER

Postgasse 27, 8750 Glarus
www.glhk.ch

HANDELS- UND INDUSTRIEVEREIN DES KANTONS SCHWYZ

Schützenstrasse 2, Postfach 618, 6440 Brunnen
www.h-i-sz.ch

HANDELSKAMMER BEIDER BASEL

Aeschenvorstadt 67, Postfach, 4010 Basel
www.hkbb.ch

HANDELSKAMMER UND ARBEITGEBERVERBAND GRAUBÜNDEN

Hinterm Bach 40, Postfach 203, 7002 Chur
www.hkgr.ch

HANDELSKAMMER UND ARBEITGEBERVEREINIGUNG WINTERTHUR

Neumarkt 15, Postfach, 8401 Winterthur
www.haw.ch

INDUSTRIE- UND HANDELSKAMMER ST. GALLEN-APPENZELL

Gallusstrasse 16, Postfach, 9001 St. Gallen
www.ihk.ch

INDUSTRIE- UND HANDELSKAMMER THURGAU

Schmidstrasse 9, Postfach 396, 8570 Weinfelden
www.ihk-thurgau.ch

INDUSTRIE- UND HANDELSKAMMER ZENTRALSCHWEIZ

Kapellplatz 2, Postfach 2941, 6002 Luzern
www.ihz.ch

LIECHTENSTEINISCHE INDUSTRIE- UND HANDELSKAMMER

Altenbach 8, 9490 Vaduz
www.lihk.li

SOLOTHURNER HANDELSKAMMER

Grabackerstrasse 6, Postfach 1554, 4502 Solothurn
www.sohk.ch

UNION DES INDUSTRIELS VALAISANS

Case postale 2106, 1950 Sion 2
www.uiv.ch

UNION DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DU CANTON DE BERNE

Kramgasse 2, Postfach 5464, 3001 Bern
www.bern-cci.ch

ZUGER WIRTSCHAFTSKAMMER

Gubelstrasse 11, 6300 Zug
www.zwk.ch

ZÜRCHER HANDELSKAMMER

Selnaustrasse 32, Postfach 3058, 8022 Zürich
www.zhk.ch

ASSOCIATIONS

(Ordre selon la liste allemande)

AEROSUISSE

Kapellenstrasse 14, Postfach, 3001 Bern
www.aerosuisse.ch

ASCO ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES CONSEILLERS D'ENTREPRISE

Weinbergstrasse 31, Postfach, 8006 Zürich
www.asco.ch

ASSOCIATION PATRONALE DE L'HORLOGERIE ET DE LA MICROTECHNIQUE APHM

46, rue Centrale, Case postale, 2501 Biel/Bienne

ASSOCIATION SUISSE DES FABRICANTS ET COMMERÇANTS DE MÉTAUX PRÉCIEUX

42, boulevard des Éplatures, Case postale, 2304 La Chaux-de-Fonds

ASUT ASSOCIATION SUISSE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Klösterlistutz 8, 3013 Bern
www.asut.ch

AUTO-SUISSE ASSOCIATION DES IMPORTATEURS SUISSES D'AUTOMOBILES

Wölflistrasse 5, Postfach 47, 3000 Bern 22
www.auto-schweiz.ch

AVIA FÉDÉRATION D'IMPORTATEURS SUISSES INDÉPENDANTS EN PRODUITS PÉTROLIERS

Badenerstrasse 329, Postfach, 8040 Zürich
www.avia.ch

PUBLICITÉ EXTÉRIEURE SUISSE AWS

Giesshübelstrasse 4, 8045 Zürich
www.aussenwerbung-schweiz.ch

BISCOSUISSE ASSOCIATION SUISSE DES INDUSTRIES DE BISCUITS ET DE CONFISERIE

Münzgraben 6, Postfach 259, 3000 Bern 7
www.biscosuisse.ch

CEMSUISSE ASSOCIATION SUISSE DE L'INDUSTRIE DU CIMENT

Marktgasse 53, 3011 Bern
www.cemsuisse.ch

CHOCOSUISSE FÉDÉRATION DES FABRICANTS SUISSES DE CHOCOLAT

Münzgraben 6, Postfach 259, 3000 Bern 7
www.chocosuisse.ch

FÉDÉRATION DES MEUNIERS SUISSES

Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6
www.dsm-fms.ch

ELECTROSUISSE

Luppenstrasse 1, 8320 Fehraltorf
www.electrosuisse.ch

UNION PÉTROLIÈRE

Spitalgasse 5, 8001 Zürich
www.erdoel.ch

EXPERTSUISSE

Limmatquai 120, Postfach 1477, 8021 Zürich
www.expertsuisse.ch

FASMED TECHNOLOGIE MÉDICALE SUISSE

Worbstrasse 52, 3074 Muri b. Bern
www.fasmed.ch

FÉDÉRATION DE L'INDUSTRIE HORLOGÈRE SUISSE FH

6, rue d'Argent, Case postale 560, 2501 Biel/Bienne
www.fhs.ch

FORUM SUISSE DES ORGANISMES D'AUTORÉGULATION (FORUM OAR)

Storchengasse 4, 8001 Zürich
www.forumsro.ch

**GROUPEMENT DES ENTREPRISES
MULTINATIONALES GEM**

98, rue de Saint-Jean, Case postale 5278,
1211 Genève 11
www.gemonline.ch

COMMERCE SUISSE

Güterstrasse 78, Postfach 656, 4010 Basel
www.handel-schweiz.com

HOTELLERIESUISSE

Monbijoustrasse 130, Postfach, 3001 Bern
www.hotelleriesuisse.ch

ICTSWITZERLAND

Aarberggasse 30, 3011 Bern
www.ictswitzerland.ch

IFPI SUISSE

Berninastrasse 53, 8057 Zürich
www.ifpi.ch

**INTERESSENGEMEINSCHAFT
ENERGIEINTENSIVE BRANCHEN IGBE**

Bergstrasse 110, Postfach, 8032 Zürich
www.energieintensive.ch

**INTERESSENGEMEINSCHAFT TEE,
GEWÜRZE UND VERWANDTE PRODUKTE**

Worbstrasse 160, Postfach 160,
3074 Muri b. Bern
www.fial.ch/de/associations/6

KEP & MAIL

Thunstrasse 17, Postfach 343, 3000 Bern 6
www.kepmail.ch

KS/CS COMMUNICATION SUISSE

Kappelergasse 14, Postfach 3021,
8022 Zürich
www.ks-cs.ch

**ORGANISME D'AUTORÉGULATION DES
GÉRANTS DE PATRIMOINE (OAR-G)**

2, rue Pedro-Meylan, Case postale 107,
1211 Genève 17
www.oarg.ch

CLINIQUES PRIVÉES SUISSES

Zieglerstrasse 30, Postfach 350, 3000 Bern 14
www.privatehospitals.ch

**PROMARCA UNION SUISSE DE L'ARTICLE
DE MARQUE**

Bahnhofplatz 1, 3000 Bern 7
www.promarca.ch

ASSOCIATION SUISSE DES BRASSERIES

Engimattstrasse 11, Postfach 2124,
8027 Zürich
www.bier.ch

FÉDÉRATION SUISSE DES CASINOS

Effingerstrasse 1, Postfach 593, 3000 Bern 7
www.switzerlandcasinos.ch

FÉDÉRATION SUISSE DU VOYAGE

Etzelstrasse 42, Postfach, 8038 Zürich
www.srv.ch

**ASSOCIATION SUISSE DES ANNONCEURS
ASA**

Löwenstrasse 55, 8001 Zürich
www.swa-asa.ch

ASSOCIATION SUISSE DES BANQUIERS

Aeschenplatz 7, Postfach 4182, 4002 Basel
www.swissbanking.org

ASSOCIATION SUISSE DE NORMALISATION

Bürglistrasse 29, 8400 Winterthur
www.snv.ch

SOCIÉTÉ SUISSE DES ENTREPRENEURS

Weinbergstrasse 49, Postfach, 8042 Zürich
www.baumeister.ch

UNION SUISSE DE LA LEVURE

Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6
www.fial.ch/de/associations/12

**ASSOCIATION SUISSE DES COSMÉTIQUES ET
DES DÉTERGENTS**

Breitingerstrasse 35, Postfach 2138
8027 Zürich
www.skw-cds.ch

**ASSOCIATION SUISSE DES
SOCIÉTÉS DE LEASING**

Rämistrasse 5, Postfach, 8024 Zürich
www.leasingverband.ch

ASSOCIATION SUISSE D'ASSURANCES ASA

Conrad-Ferdinand-Meyer-Strasse 14,
Postfach, 8022 Zürich
www.svv.ch

SCIENCEINDUSTRIES

Nordstrasse 15, Postfach, 8021 Zürich
www.scienceindustries.ch

**SIAA SWISS INTERNATIONAL AIRPORTS
ASSOCIATION**

Postfach, 8058 Zürich-Flughafen
www.siaa.ch

**SIBA ASSOCIATION SUISSE DES COURTIERS
EN ASSURANCES**

Arnold Böcklin-Strasse 41, 4015 Basel
www.siba.ch

**SPEDLOGSWISS ASSOCIATION SUISSE
DES TRANSITAIRES ET DES ENTREPRISES
DE LOGISTIQUE**

Elisabethenstrasse 44, Postfach, 4002 Basel
www.spedlogswiss.com

**SUISSEDIGITAL - ASSOCIATION DES
RÉSEAUX DE COMMUNICATION**

Kramgasse 5, Postfach 515, 3000 Bern 8
www.suisseedigital.ch

SWICO

Hardturmstrasse 103, 8005 Zürich
www.swico.ch

**SWISS ASSOCIATION OF NUTRITION
INDUSTRIES (SANI)**

Worbstrasse 52, Case postale 160,
3074 Muri b. Bern
www.fial.ch

**SWISS ASSOCIATION OF TRUST COMPANIES
SATC**

Neugasse 12, Postfach 616, 6301 Zug
www.satc.ch

SWISS BIOTECH ASSOCIATION

Wengstrasse 7, 8004 Zürich
www.swissbiotech.org

SWISS CIGARETTE

Kapellenstrasse 14, Postfach 5236,
3001 Bern
www.swiss-cigarette.ch

SWISS CONVENIENCE FOOD ASSOCIATION

Worbstrasse 52, Postfach 160,
3074 Muri b. Bern
www.swissconvenience.ch

SWISS ENGINEERING

Weinbergstrasse 41, 8006 Zürich
www.swissengineering.ch

**SWISS FUNDS & ASSET MANAGEMENT
ASSOCIATION SFAMA**

Dufourstrasse 49, Postfach, 4002 Basel
www.sfama.ch

SWISS RETAIL FEDERATION SRF

Bahnhofplatz 1, Postfach 575, 3000 Bern 7
www.swiss-retail.ch

SWISS SHIPPERS' COUNCIL

1, place de la Riponne, Case postale 1346,
1001 Lausanne
www.swiss-shippers.ch

SWISS TEXTILES - TVS

Beethovenstrasse 20, Postfach 2900
8022 Zürich
www.swisstextiles.ch

**SWISSCHAM ASSOCIATION OF SWISS
FOREIGN TRADE CHAMBERS**

Wiesenstrasse 10, Postfach 1073, 8032 Zürich
www.swisscham.ch

SWISSELECTRIC

Seilerstrasse 3, Postfach 7950, 3001 Bern
www.swisselectric.ch

**SWISSHOLDINGS FÉDÉRATION DES
GROUPE INDUSTRIELS ET DE SERVICES
EN SUISSE**

Nägelgasse 13, Postfach 402, 3000 Bern 7
www.swissholdings.ch

SWISSMEM

Pfingstweidstrasse 102, Postfach,
8037 Zürich
www.swissmem.ch

SWISSOLIO

Worbstrasse 52, Postfach 160,
3074 Muri b. Bern
www.fial.ch/de/associations/4

SWISSPASTA

Breitenstrasse 2C, Postfach 373,
8501 Frauenfeld
www.fial.ch/de/associations/17

**SWISSPLAY ASSOCIATION DE L'INDUSTRIE
SUISSE DES AUTOMATES DE JEU**

c/o Imfri GmbH, Dorfplatz 7, 6052 Hergiswil
www.swiss-play.ch

SWISSRAIL INDUSTRY ASSOCIATION

Effingerstrasse 8, 3001 Bern
www.swissrail.com

Membres

USIC UNION SUISSE DES SOCIÉTÉS D'INGÉNIEURS-CONSEILS

Effingerstrasse 1, Postfach 6916, 3001 Bern
www.usic.ch

ASSOCIATION SUISSE DES PROPRIÉTAIRES D'EMBRANCHEMENTS PARTICULIERS ET DE WAGONS PRIVÉS

Postfach 31, 8142 Uitikon Waldegg
www.cargorail.ch

ASSOCIATION DE L'INDUSTRIE GRAPHIQUE SUISSE

Schosshaldenstrasse 20, 3006 Bern
www.vsd.ch

ASSOCIATION SUISSE DE L'INDUSTRIE GAZIÈRE

Grütlistrasse 44, Postfach, 8027 Zürich
www.erdgas.ch

ASSOCIATION DE L'INDUSTRIE SUISSE DU FROMAGE FONDU

Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6
www.fial.ch/de/associations/11

ASSOCIATION DE L'INDUSTRIE SUISSE DE LA CELLULOSE, DU PAPIER ET DU CARTON

Bergstrasse 110, Postfach, 8032 Zürich
www.zpk.ch

ASSOCIATION SUISSE DE VENTE À DISTANCE

Bahnhofplatz 1, 3011 Bern
www.vsv-versandhandel.ch

MÉDIAS SUISSES

Konradstrasse 14, Postfach 1202, 8021 Zürich
www.schweizermedien.ch

ASSOCIATION DES RADIOS PRIVÉES SUISSES ASRP

Speichergasse 37, 3011 Bern
www.vsp-asrp.ch

ASSOCIATION DES ENTREPRISES ÉLECTRIQUES SUISSES

Hintere Bahnhofstrasse 10, Postfach, 5001 Aarau
www.vse.ch

ASSOCIATION SUISSE DES ENTREPRISES À SUCCURSALES

Löwenstrasse 61, Postfach, 8021 Zürich
www.vsf-schweiz.ch

VERBAND SCHWEIZERISCHER GLACEPRODUZENTEN - GLACESUISSE

Worbstrasse 52, Postfach 160, 3074 Muri b. Bern
www.glacesuisse.ch

ASSOCIATION DES FABRICANTS SUISSES DE SOUPES ET SAUCES

Worbstrasse 52, Postfach 160, 3074 Muri b. Bern
www.fial.ch/fr/associations/15

UNION DES BANQUES CANTONALES SUISSES

Wallstrasse 8, Postfach, 4002 Basel
www.vskb.ch

ASSOCIATION SUISSE DES BANQUES DE CRÉDIT ET ÉTABLISSEMENTS DE FINANCEMENT

Uraniastrasse 12, Postfach 3228, 8021 Zürich
www.vskf.org

ASSOCIATION SUISSE DES SOURCES D'EAUX MINÉRALES ET DES PRODUCTEURS DE SOFT DRINKS

Engimattstrasse 11, Postfach 2124, 8027 Zürich
www.mineralwasser.ch

FÉDÉRATION SUISSE DES ÉCOLES PRIVÉES

Hotelgasse 1, Postfach, 3000 Bern 7
www.swiss-schools.ch

ASSOCIATION SUISSE DES GÉRANTS DE FORTUNE ASG

Bahnhofstrasse 35, 8001 Zürich
www.vsv-asg.ch

ASSOCIATION DES SOCIÉTÉS SUISSES DE PUBLICITÉ ASSP

22, avenue Mon-Repos, Case postale 5000, 1002 Lausanne
www.vsw-assp.ch

ASSOCIATION DES SOCIÉTÉS ANONYMES PRIVÉES

St. Jakobs-Strasse 7, Postfach 2879, 4002 Basel
www.vpag.ch

ASSOCIATION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE SUISSE

Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6
www.milchindustrie.ch

GROUPEMENT DES VERRERIES SUISSES

Schützenmattstrasse 48, Postfach, 8180 Bülach

VFAS VERBAND FREIER AUTOHANDEL SCHWEIZ

Bremgartenstrasse 75, 5610 Wohlen
www.vfas.ch

VEREINIGUNG SCHWEIZERISCHER UNTERNEHMEN IN DEUTSCHLAND - VSUD

Hirzbodenweg 95, 4052 Basel
www.vsud.ch

VIPS ASSOCIATION DES ENTREPRISES PHARMACEUTIQUES EN SUISSE

Baarerstrasse 2, Postfach 4856, 6304 Zug
www.vips.ch

VISCOM ASSOCIATION SUISSE POUR LA COMMUNICATION VISUELLE

Speichergasse 35, Postfach 678, 3000 Bern 7
www.viscom.ch

VQF VEREIN ZUR QUALITÄTSSICHERUNG VON FINANZDIENSTLEISTUNGEN

Baarerstrasse 112, Postfach, 6302 Zug
www.vqf.ch

MEMBRES INDIVIDUELS ET AUTRES ORGANISATIONS

ACCENTURE SA

Fraumünsterstrasse 16, Postfach, 8022 Zürich
www.accenture.ch

ADECCO MANAGEMENT & CONSULTING SA

Sägereistrasse 10, Postfach, 8152 Glattpfegg
www.adecco.com

ALPIQ HOLDING SA

Bahnhofquai 12, 4601 Olten
www.alpiq.com

AXPO HOLDING AG

Parkstrasse 23, Postfach, 5401 Baden
www.axpo.ch

BIBUS HOLDING AG

Allmendstrasse 26, 8320 Fehraltorf
www.bibus.ch

BKW ENERGIE SA

Viktoriaplatz 2, Postfach, 3000 Bern 25
www.bkw.ch

CEMBRA MONEY BANK SA

Bändliweg 20, Postfach, 8048 Zürich
www.cembra.ch

CHEMOLIO HOLDING AG

Seehofstrasse 6, 8008 Zürich

CHOCOLADEFABRIKEN LINDT & SPRÜNGLI (SCHWEIZ) AG

Seestrasse 204, 8802 Kilchberg
www.lindt.com

CLEAR CHANNEL SUISSE SA

Rothusstrasse 2b, 6331 Hünenberg
www.clearchannel.ch

CLS COMMUNICATION AG

Sägereistrasse 33, 8152 Glattpfegg
www.cls-communication.com

COMPARIS.CH SA

Birmensdorferstrasse 108, 8003 Zürich
www.comparis.ch

DESCO VON SCHULTHESS HOLDING SA

Brandschenkestrasse 2, 8001 Zürich

DKSH HOLDING SA

Wiesenstrasse 8, Postfach 888, 8034 Zürich
www.dksh.com

EBAY INTERNATIONAL AG

Helvetiastrasse 15/17, Postfach 133, 3000 Bern 6
www.ebay.com

F. HOFFMANN-LA ROCHE SA

Postfach, 4070 Basel
www.roche.com

FIRMENICH SA

7, rue de la Bergère, Case postale 148, 1217 Meyrin
www.firmenich.com

FRUTIGER SA

Frutigenstrasse 37, Postfach 2160, 3601 Thun
www.frutiger.com

GALENICA SA

Untermattweg 8, Postfach, 3001 Bern
www.galenica.ch

GOOGLE SWITZERLAND GMBH

Brandschenkestrasse 110, 8002 Zürich
www.google.ch

HAPIMAG AG

Neuhofstrasse 8, 6349 Baar
www.hapimag.com

IBM SUISSE SA

Vulkanstrasse 106, Postfach, 8010 Zürich
www.ibm.com

IMPLENIA SA

Industriestrasse 24, 8305 Dietlikon
www.implenia.com

CÂBLERIES DE BRUGG SA

Industriestrasse 21, 5201 Brugg
www.brugg.com

KPMG SA

Badenerstrasse 172, Postfach, 8026 Zürich
www.kpmg.com

KUDELSKI GROUP

22, route de Genève, Case postale 134,
1033 Cheseaux-sur-Lausanne
www.nagra.com

MAUS FRÈRES SA

6, rue de Cornavin, Case postale 1880,
1211 Genève 1
www.maus.ch

MCKINSEY & COMPANY, INC. SWITZERLAND

Bleicherweg 30, 8002 Zürich
www.mckinsey.ch

MICROSOFT SUISSE SÀRL

Richtistrasse 3, 8304 Wallisellen
www.microsoft.com/switzerland

PFISTER MEUBLES SA

Bernstrasse Ost 49, Postfach, 5034 Suhr
www.pfister.ch

NESTLÉ SUISSE S.A.

10, rue d'Entre-deux-Villes, Case postale 352,
1800 Vevey
www.nestle.ch

NOVARTIS INTERNATIONAL SA

Postfach, 4002 Basel
www.novartis.com

OMYA (SUISSE) SA

Baslerstrasse 42, Postfach 32,
4665 Oftringen
www.omya.com

**PHILIP MORRIS INTERNATIONAL
MANAGEMENT SA**

50, avenue de Rhodanie, Case postale 1171,
1007 Lausanne
www.philipmorrisinternational.com

PRICEWATERHOUSECOOPERS SA

Birchstrasse 160, Postfach, 8050 Zürich
www.pwc.ch

GROUPE DE CLINIQUES PRIVÉES

HIRSLANDEN

Seefeldstrasse 214, 8008 Zürich
www.hirslanden.ch

PROCTER & GAMBLE EUROPE SA

47, route de Saint-Georges,
1213 Petit-Lancy 1
www.pg.com

ROLAND BERGER AG

Holbeinstrasse 22, 8008 Zürich
www.rolandberger.ch

SCHUBARTH + CO AG

Lange Gasse 90, Postfach, 4002 Basel
www.schubarth.ch

SGS SA

1, place des Alpes, Case postale 2152,
1211 Genève 1
www.sgs.com

SIX GROUP SA

Selnaustrasse 30, Postfach 1758, 8021 Zürich
www.six-group.com

FONDATION PME NEXT

Schwarztorstrasse 26, Postfach, 3001 Bern
www.kmunext.ch

SUNRISE COMMUNICATIONS SA

Binzmühlestrasse 130, 8050 Zürich
www.sunrise.ch

SWISS INTERNATIONAL AIR LINES SA

Postfach, 4002 Basel
www.swiss.com

SWISSCOM SA

Postfach, 3050 Bern
www.swisscom.com

TRANSOCEAN LTD.

Turmstrasse 30, 6300 Zug
www.deepwater.com

VALE INTERNATIONAL SA

29, route de Pallatex, 1162 St-Prex
www.vale.com

**VOLKSWIRTSCHAFTSDIREKTION
DES KANTONS ZÜRICH**

Walchestrasse 19, Postfach, 8090 Zürich
www.awa.zh.ch

FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL WEF

91-93, route de la Capite, 1223 Cologny
www.weforum.org

Présidence



Comité directeur



6



7



8



9



10



11



12



13



14



15



16



17



18

PRÉSIDENT

1 HEINZ KARRER, président, economiesuisse, Zurich

VICE-PRÉSIDENTS

2 HANS HESS, président, Swissmem, Zurich

3 CHRISTOPH MÄDER, membre de la direction du groupe, Syngenta International SA, Bâle

4 PATRICK ODIER, président, Association suisse des banquiers, Bâle

TRÉSORIER

5 URS BERGER, président, Association Suisse d'Assurances, Zurich

AUTRES MEMBRES

6 ANDREAS BURCKHARDT, président du conseil d'administration, Bâloise Holding SA, Bâle

7 CAROLINE FORSTER, CEO, Inter-Spitzen AG, St-Gall

8 LUKAS GÄHWILER, président d'UBS Suisse, UBS SA, Zurich

9 GOTTLIEB A. KELLER, président, scienceindustries, Zurich

10 CHRISTOPH LINDENMEYER, président du conseil d'administration, Schindler Management SA, Ebikon

11 HANSUELI LOOSLI, président du conseil d'administration, Swisscom SA, Worblaufen

12 ISABELLE MORET, présidente, FIAL, Yens

13 HANSPETER RENTSCH, membre de la direction du groupe, The Swatch Group SA, Biel/Bienne

14 BERNARD RÜEGER, président, Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie, Lausanne

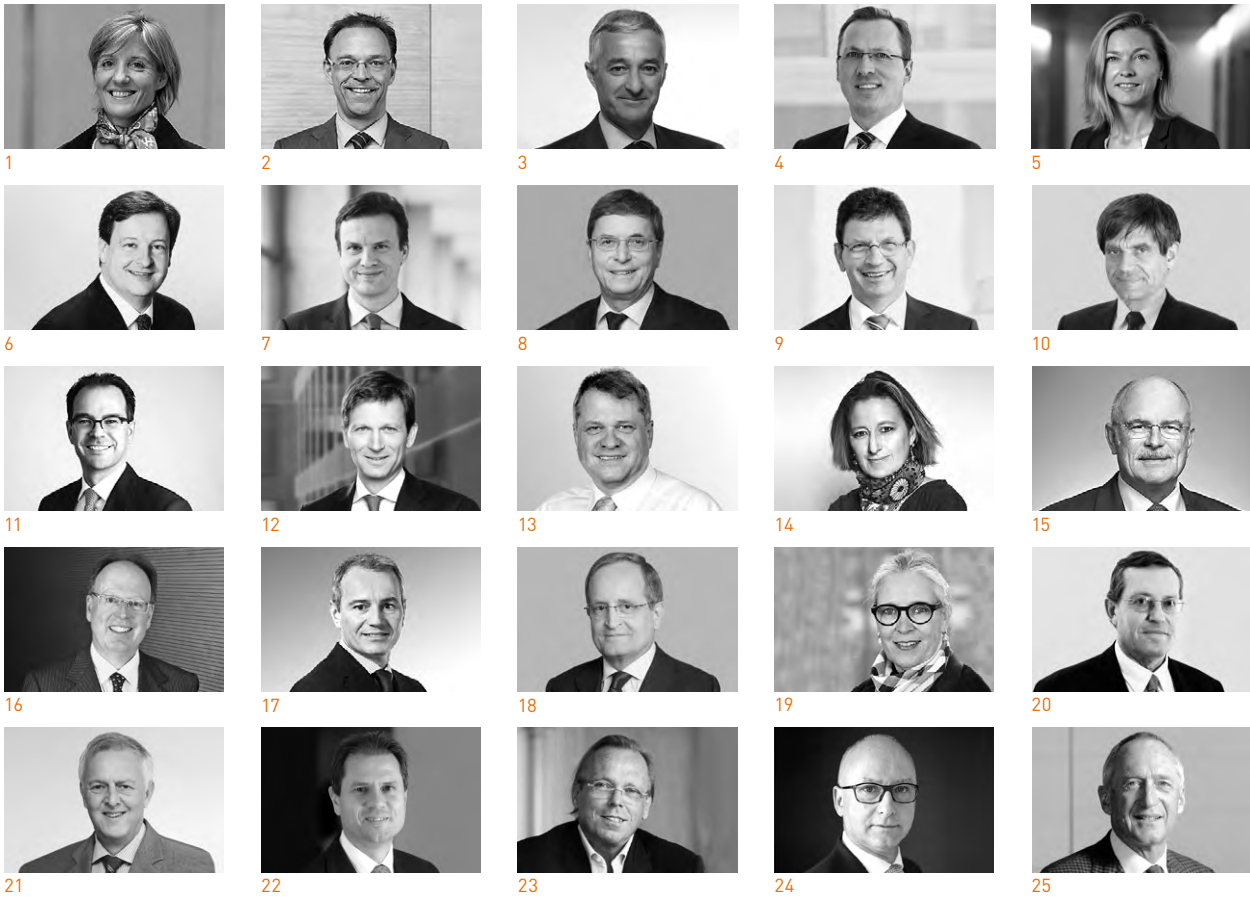
15 OLIVIER STEIMER, président du conseil d'administration, Banque Cantonale Vaudoise, Lausanne

16 ANDREW WALO, président, swisselectric, Baden

17 KASPAR E.A. WENGER, président du conseil d'administration, Holcim (Suisse) SA, Zurich

18 ANDREAS ZÜLLIG, hôte/hôtelier, Hôtel Schweizerhof, Lenzerheide

Comité



MEMBRES

1 ALESSANDRA ALBERTI, directrice, Chocolat Stella SA, Giubiasco

2 GERD AUFDENBLATTEN, CEO de Holcim Central West Europe, Holcim (Suisse) SA, Zurich

3 CÉDRIC BOSSERT, groupe general counsel, Richemont International SA, Bellevue

4 DOMINIK BÜRGY, membre de la direction, Ernst & Young SA, Zurich

5 NICOLE BURTH TSCHUDI, CEO, Adecco Suisse, Glattbrugg

6 DAVID P. FRICK, director corporate governance and compliance, Nestlé SA, Vevey

7 PATRICK FROST, CEO, Swiss Life Holding SA, Zurich

8 BRUNO GEHRIG, président du conseil d'administration, Swiss International Air Lines SA, Zurich aéroport

9 SIEGFRIED GERLACH, CEO et délégué du conseil d'administration, Siemens Suisse SA, Zurich

10 ROLF HARTL, président, Union pétrolière, Zurich

11 YANNICK HAUSMANN, group general counsel member of the group executive committee, Zurich Insurance Group SA, Zurich

12 CHRISTIAN KELLER, general manager, IBM DACH (Germany, Austria, Switzerland), IBM Suisse SA, Zurich

13 DANIEL KNECHT, président, Aargauische Industrie- und Handelskammer, Aarau

14 THEDA KÖNIG HOROWICZ, general counsel, Rolex SA, Genève

15 ANDREAS KOOPMANN, président du conseil d'administration, Georg Fischer SA, Schaffhouse

16 ANDRÉ KUDELSKI, président et CEO, Kudelski Group, Cheseaux-sur-Lausanne

17 GIAN-LUCA LARDI, président, Société Suisse des Entrepreneurs, CEO, CSC Bauunternehmung SA, Zurich

18 FRANÇOIS LAUNAZ, président, auto-suisse, Berne

19 KARIN LENZLINGER, présidente, Zürcher Handelskammer, Zurich

20 ULRICH JAKOB LOOSER, partenaire, BLR & Partners SA, Thalwil

21 BERNHARD LUDWIG, président, Union du commerce et de l'industrie du canton de Berne UCI, Berne

22 REMO LÜTOLF, président de la direction, ABB Suisse SA, Baden

23 ALAIN MARIETTA, président, Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie, Neuchâtel

24 BLAISE MATTHEY, directeur général, Fédération des Entreprises Romandes Genève (FER), Genève

25 DIDIER MAUS, président, Maus Frères SA, Genève



26



27



28



29



30



31



32



33



34



35



36



37



38



39



40



41



42



43



44



45



46



47



48

26 PHILIP MOSIMANN, CEO, Bucher Industries SA, Zurich

27 MARKUS R. NEUHAUS, président du conseil d'administration, Pricewaterhouse-Coopers SA, Zurich

28 RUEDI NOSER, président, ICTswitzerland, Berne

29 STEFAN PFISTER, CEO, KPMG SA Suisse, Zurich

30 SILVIO PONTI, membre de la direction du groupe, Sika SA, Zurich

31 JEAN-MARC PROBST, président, Commerce Suisse, Bâle

32 FRÉDÉRIQUE REEB-LANDRY, directrice générale public affairs, Procter & Gamble Suisse, Procter & Gamble, Petit-Lancy

33 URS ROHNER, président du conseil d'administration, Credit Suisse Group SA, Zurich

34 KURT ROHRBACH, président, Association des entreprises électriques suisses, Aarau

35 HUUB SAVELKOULS, vice president strategic policy initiatives, Philip Morris International Management SA, Lausanne

36 MARTIN SCHMID, président, Association suisse de l'industrie gazière, Coire / Zurich

37 MARTIN SCHOLL, CEO / président de la direction générale, Zürcher Kantonalbank, Zurich

38 PETER SCHÖPFER, vice-président du conseil d'administration, Sunrise Communications Group SA, Zurich

39 THOMAS STAEHELIN, président, Handelskammer beider Basel, Bâle

40 JASMIN STAIBLIN, CEO, ALPIQ Holding SA, Lausanne

41 CHRISTOPH TOBLER, CEO, Sefar Holding SA, Thal

42 FRANZISKA A. TSCHUDI SAUBER, CEO et déléguée du conseil d'administration, WICOR Holding AG, Rapperswil

43 FELIX WENGER, partenaire, McKinsey & Company, Zurich

44 JÜRIG WERNER, président du conseil d'administration, V-ZUG SA, Zoug

45 HANS WICKI, président, Industrie- und Handelskammer Zentralschweiz, Lucerne

46 DR OLE WIESINGER, CEO, Hirslanden SA, Zurich

47 SILVAN WILDHABER, CEO, Filtex SA, St-Gall

48 ANDRÉ WYSS, président de Novartis Operations, Novartis, Bâle

Commissions et groupes de travail

ÉCONOMIE EXTÉRIEURE



CHRISTOPH LINDENMEYER
Président

JAN ATTESLANDER

GROUPE DE TRAVAIL GRECO
Jan Atteslander

GROUPE DE TRAVAIL OMC
Jan Atteslander

**GROUPE DE TRAVAIL
DOUANE ET RÈGLES D'ORIGINE**
Sandra Ruckstuhl

GROUPE AD HOC TTIP
Mario Ramò

**GROUPE DE COORDINATION
MATIÈRES PREMIÈRES**
Marc Engelhard

QUESTIONS DE CONCURRENCE



RUEDI NOSER
Président

THOMAS PLETSCHER

**GROUPE DE TRAVAIL PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE**
Marlis Henze

**GROUPE DE TRAVAIL DROITS
D'AUTEUR**
Marlis Henze

GROUPE DE TRAVAIL SANTÉ
Fridolin Marty

RÉGLEMENTATION



DAVID P. FRICK
Président

ERICH HERZOG

**COMITÉ DE LA COMMISSION
RÉGLEMENTATION**
David P. Frick (président)
Erich Herzog

**GROUPE DE TRAVAIL RÉGLE-
MENTATION DES MARCHÉS
FINANCIERS**
Erich Herzog

**GROUPE DE TRAVAIL PROTEC-
TION DES DONNÉES**
Marlis Henze

**GROUPE DE TRAVAIL AMÉNAGE-
MENT DU TERRITOIRE**
Thomas Teichmüller

GROUPE DE TRAVAIL RSE
Thomas Pletscher

ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT



REMO LÜTOLF
Président

KURT LANZ

GROUPE DE TRAVAIL CLIMAT
Beat Ruff

**GROUPE DE TRAVAIL ÉCONOMIE,
TECHNIQUE, ENVIRONNEMENT**
Simone Rieder

**GROUPE DE TRAVAIL STRATÉGIE
ÉNERGÉTIQUE**
Beat Ruff

**GROUPE DE TRAVAIL ÉCONOMIE
VERTE**
Kurt Lanz

FINANCES ET FISCALITÉ



THOMAS STAEHELIN
Président

FRANK MARTY

GROUPE DE TRAVAIL TVA
Frank Marty

**GROUPE DE TRAVAIL RÉFORME
DE L'IMPOSITION DES ENTRE-
PRISES**
Frank Marty

**GROUPE DE TRAVAIL ÉCHANGE
DE DONNÉES FINANCIÈRES À
DES FINS FISCALES**
Sandra Spieser

FORMATION ET RECHERCHE



ULRICH JAKOB LOOSER
Président

RUDOLF MINSCH

**GROUPE DE TRAVAIL
FORMATION ET SCOLARITÉ
OBLIGATOIRE**
Stefan Vannoni

INFRASTRUCTURES



HANSUELI LOOSLI
Président

KURT LANZ

GROUPE DE TRAVAIL AVIATION
Marcus Hassler

GROUPE DE TRAVAIL POSTE
Simone Rieder

**GROUPE DE TRAVAIL RAIL ET
ROUTE**
Marcus Hassler

**GROUPE DE TRAVAIL
TÉLÉCOMMUNICATIONS ET TIC**
Marcus Hassler

COMMUNICATION

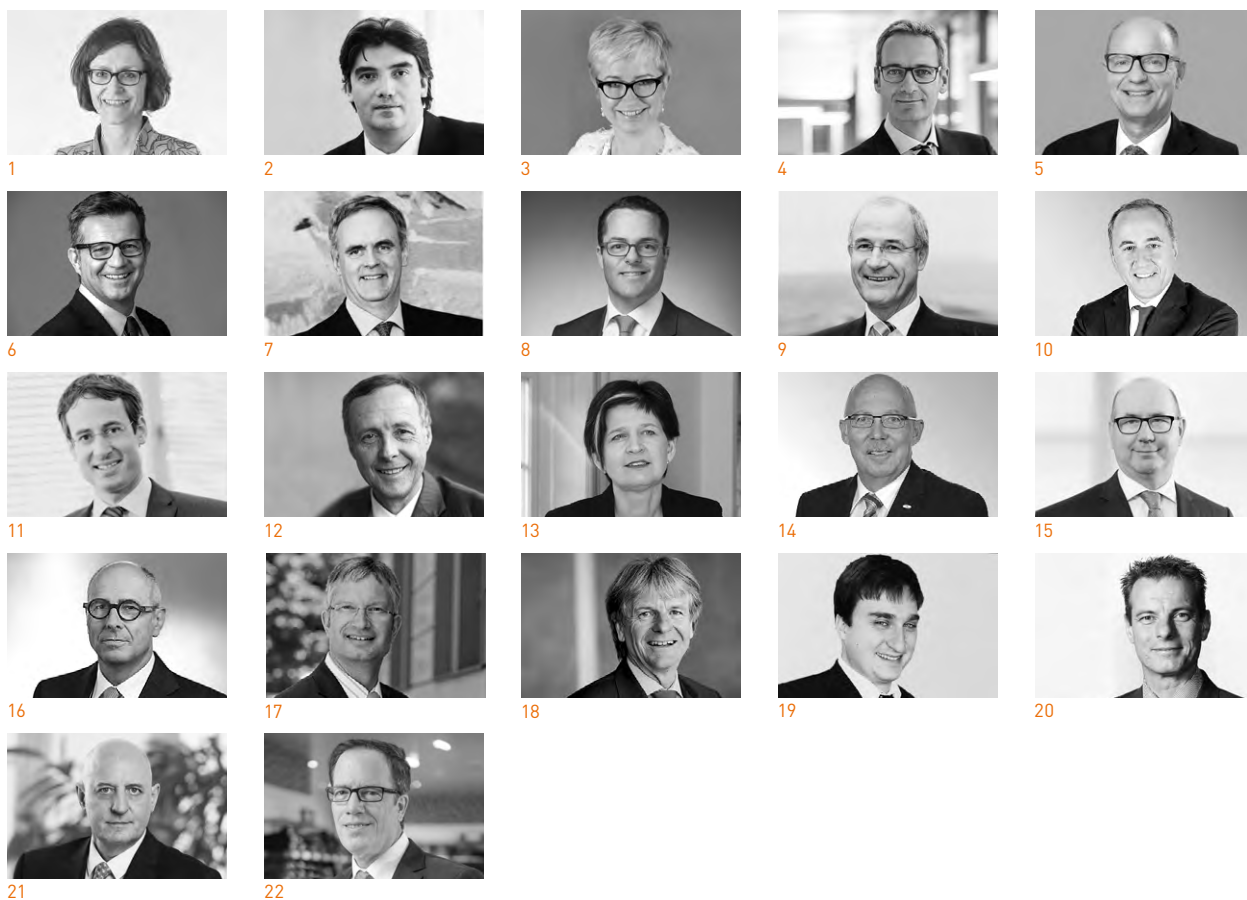
**COMITÉ DE PILOTAGE
GROUPE DE TRAVAIL
CAMPAGNES**
Roberto Colonnello

SUISSE ROMANDE

FORUM ROMAND
Cristina Gaggini

COMITÉ ROMAND
Cristina Gaggini

Comité des directeurs d'association



PRÉSIDENTE

1 MONIKA RÜHL, présidente de la direction, economiesuisse

MEMBRES

2 LUCA ALBERTONI, directeur, Camera di commercio dell'industria e dell'artigianato del cantone Ticino

3 CLAUDINE AMSTEIN, directrice, Chambre Vaudoise du Commerce et de l'Industrie

4 PETER DIETRICH, directeur, Swissmem

5 LUCIUS DÜRR, directeur, Association Suisse d'Assurances

6 MICHAEL FRANK, directeur, Association des entreprises électriques suisses

7 MAX FRITZ, directeur, Interessengemeinschaft Energieintensive Branchen IGEB

8 LORENZ HIRT, co-directeur, Fédération des industries alimentaires suisses FIAL

9 CHRISTOPH JUEN, CEO, hotelleriesuisse

10 ANDREAS KÄELIN, directeur, ICTswitzerland

11 MARIUS KLAUSER, directeur, EXPERTsuisse

12 DANIEL LEHMANN, directeur, Société Suisse des Entrepreneurs

13 ANASTASIA LI-TREYER, directrice, Promarca Union suisse de l'article de marque, présidente «Stop à la piraterie»

14 PETER LÜSCHER, directeur, Aargauische Industrie- und Handelskammer AIHK

15 CLAUDE-ALAIN MARGELISCH, président de la direction, Association suisse des banquiers

16 BEAT MOSER, directeur, scienceindustries

17 ROLAND A. MÜLLER, directeur, Union patronale suisse (invité)

18 JEAN-DANIEL PASCHE, président, Fédération de l'industrie horlogère suisse FH

19 VINCENT RIESEN, directeur, Chambre valaisanne de commerce et d'industrie

20 FRANZ A. SALADIN, directeur, Handelskammer beider Basel

21 GEORGES SPICHER, directeur, cemsuisse

22 ADRIAN WYSS, directeur, Swiss Retail Federation SRF

Direction





De gauche à droite

JAN ATTESLANDER, responsable Économie
extérieure

MICHAEL WIESNER, responsable Communication

RUDOLF MINSCH, responsable Politique
économique générale et formation/
chef économiste

THOMAS PLETSCHER, responsable Concurrence
et réglementation, ICC

MONIKA RÜHL, présidente de la direction

KURT LANZ, responsable Infrastructures,
énergie et environnement

CRISTINA GAGGINI, directrice romande

ROBERTO COLONNELLO, responsable Campagnes

FRANK MARTY, responsable Finances
et fiscalité

→ Contacts nationaux et internationaux

Agence de l'énergie pour l'économie

L'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC) est le partenaire clé pour une politique climatique et d'efficacité énergétique adaptée aux besoins des entreprises. Elle conseille et accompagne des sociétés de toutes branches et tailles dans leurs efforts de réduction des émissions de CO₂ et d'accroissement de leur efficacité énergétique. L'AEnEC se focalise sur des mesures économiquement rentables et adaptées aux spécificités de chaque entreprise. En participant au système de gestion énergétique de l'AEnEC et en concluant une convention d'objectifs, les entreprises satisfont en outre les obligations légales introduites par la Confédération (lois sur le CO₂ et l'énergie) et les cantons (article sur les gros consommateurs). Les plus de 3500 entreprises qui utilisent des produits et outils de l'AEnEC pour gérer leur consommation d'énergie apportent une contribution décisive au respect des objectifs de politique climatique et énergétique de la Suisse.

Des études attestent de la grande efficacité des conventions d'objectifs. Les accords, tels que ceux mis en œuvre par l'AEnEC, créent les bonnes incitations et exploitent systématiquement des mesures permettant de maximiser l'efficacité énergétique. Il apparaît en outre que les entreprises qui collaborent avec l'AEnEC sont davantage sensibilisées et qu'elles accroissent davantage leur efficacité que des entreprises exposées à la taxe d'incitation ne pouvant pas demander sa restitution. La possibilité de se voir restituer la taxe sur le CO₂ est décisive afin que la place économique suisse ne perde pas davantage de sa compétitivité.

Avec les produits, services et outils certifiés ISO 50001 et reconnus par la Confédération, l'AEnEC est idéalement placée pour soutenir les entreprises. Elle poursuivra activement la mise en œuvre de la législation sur le CO₂ et sur l'énergie, afin que l'économie atteigne ses objectifs en termes de CO₂ et d'efficacité énergétique pour la période de 2013 à 2020.

 Plus d'informations sur l'Agence de l'énergie pour l'économie : www.enaw.ch

BUSINESSEUROPE

L'association faîtière de l'économie européenne, BUSINESSEUROPE, défend les intérêts de 41 fédérations industrielles et d'employeurs dans plus de 35 pays européens. economiesuisse et l'Union patronale suisse (UPS) en sont membres à part entière. Sa large assise fait de BUSINESSEUROPE la voix de l'économie en Europe. Cette association promeut des réformes législatives favorables à la croissance et à l'intégration des marchés. Elle s'engage aussi pour l'efficacité des pouvoirs publics, la lutte contre le protectionnisme, une politique énergétique durable et des réformes des systèmes sociaux européens. Via son bureau de Bruxelles, economiesuisse est étroitement liée à BUSINESSEUROPE et échange régulièrement avec des représentants d'entreprises de tous les États membres de l'UE. Au cours de l'année écoulée, l'accès direct à l'organisation faîtière européenne était particulièrement important au vu des défis à relever dans le domaine de la politique européenne. Cette collaboration sera peut-être amenée à se développer, notamment au vu de l'intérêt suscité par les expériences suisses en matière de démocratie directe.

 Plus d'informations sur BUSINESSEUROPE : www.businessseurope.eu

ICC

Créée en 1919, la Chambre de commerce internationale (ICC) représente les intérêts de l'ensemble de l'économie privée à l'échelle mondiale. Elle s'emploie à suivre et à influencer le développement des différentes réglementations internationales et élabore des règles d'autorégulation dans le but de faciliter les échanges internationaux. Ses institutions indépendantes, comme la Cour internationale d'arbitrage ou les services de prévention des délits commerciaux « Commercial Crime Service », facilitent les échanges commerciaux à l'échelle mondiale. Seize commissions d'experts travaillent dans le monde à la mise en place de conditions-cadre favorables aux entreprises. Le point d'orgue de l'année 2015 était le séminaire « International Arbitration and Economic Sanctions », qui a permis à des arbitres expérimentés du monde entier d'échanger leurs expériences. Thomas Wellauer, le président d'ICC Switzerland, est membre de l'Executive board au niveau mondial. Les contacts avec les agences de l'ONU sont étroits. economiesuisse assure le secrétariat d'ICC Suisse. Cela garantit l'accès d'entreprises suisses actives à l'international à ce réseau mondial et la cohérence dans la représentation des intérêts. En coordination avec economiesuisse, ICC Switzerland s'engage également davantage sur des questions de politique intérieure, quand elles entravent les intérêts des entreprises actives à l'échelle internationale. ICC Switzerland a ainsi organisé un débat contradictoire en amont de la votation sur l'initiative des Jeunes socialistes relative à la spéculation sur les denrées alimentaires. L'organisation s'engagera également contre l'initiative sur les multinationales. Celle-ci construirait une forme d'impérialisme juridique suisse, et bloquerait pour longtemps tout dialogue sur des stratégies de responsabilité d'entreprise tournées vers l'avenir et orientées solution.

ICC Switzerland est par ailleurs l'organisation hôte du réseau suisse du Pacte mondial onusien. Il s'agit du plus grand réseau mondial d'entreprises pour un développement durable dans toutes ses dimensions économique, écologique et sociale. Concrètement, l'organisation soutient les entreprises désireuses d'améliorer le respect des principes du Pacte mondial concernant les droits de l'homme, les normes internationales du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption.

 Plus d'informations sur ICC : www.icc-switzerland.ch

BIAC

Le Comité consultatif économique et industriel de l'OCDE (BIAC) a pour mission la défense des intérêts de l'économie auprès de l'OCDE. Fondé en 1962, le BIAC est soutenu par les associations faïtières de l'économie et par les organisations d'employeurs de tous les pays de l'OCDE. La Suisse y est représentée par economiesuisse et l'Union patronale suisse. ICC comme BIAC donnent à l'économie suisse la possibilité d'exercer son influence à l'échelle internationale. Dans une période où la réglementation augmente en raison de la crise financière, ces organes offrent un moyen important de faire entendre la voix de l'économie suisse. Les commissions du BIAC échangent constamment avec les organes concernés de l'OCDE et des experts d'entreprises suisses peuvent participer à ces travaux.

 Plus d'informations sur le BIAC : www.biac.org

Activités de juillet 2015 à juin 2016

14

DOSSIER POLITIQUE

Comment éviter le numéris clausus en Suisse ?

Formation, 6 juillet 2015

Pas touche à un fonds souverain

Politique économique, 7 septembre 2015

Le TTIP et son importance pour la Suisse

Économie extérieure, 22 septembre 2015

Une solution sûre, durable et économiquement judicieuse

Infrastructures, 30 octobre 2015

Finances publiques 2016 : des économies s'imposent

Finances, 16 novembre 2015

RIE III : la voie à suivre pour la place économique

Fiscalité, 23 novembre 2015

Initiative des Jeunes socialistes : inefficace contre la faim, dangereuse pour la Suisse

Économie extérieure, 15 décembre 2015

BEPS : la concurrence fiscale se poursuit

Fiscalité, 21 décembre 2015

L'initiative de mise en œuvre mine l'État de droit et affaiblit l'économie

Économie extérieure, 18 janvier 2016

Oui à la desserte de base, non à l'initiative sur le service public

Infrastructures, 21 mars 2016

50^e législature : un défi sous l'angle des finances publiques

Finances, 23 avril 2016

Révision de la loi sur l'asile : pour un système tourné vers l'avenir et équitable

Économie extérieure, 6 mai 2016

Revenu inconditionnel de base : une utopie antisociale

Politique économique, 12 mai 2016

Science et technique : un must pour la Suisse

Formation, 7 juin 2016

28

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Des réformes pour éviter le numéris clausus

Formation, 6 juillet 2015

Grandes lignes de la réforme de l'imposition des entreprises III : soutien avec des réserves

Fiscalité, 11 août 2015

L'extension des prestations fragilise la prévoyance vieillesse

Finances, 17 août 2015

economiesuisse élit de nouveaux représentants au Comité et accueille trois nouveaux membres

economiesuisse, 4 septembre 2015

La Suisse à la veille des élections – la politique économique au top

economiesuisse, 4 septembre 2015

Un fonds souverain ne génère pas de gains gratuits

Politique économique, 7 septembre 2015

Rentes sûres plutôt que développement irresponsable de l'AVS

Finances, 16 septembre 2015

Libre-échange transatlantique : la Suisse doit éviter la discrimination

Économie extérieure, 22 septembre 2015

Mots d'ordre pour la votation du 28 février : trois fois NON, une fois OUI

economiesuisse, 27 septembre 2015

Le franc pèse sur la conjoncture : la croissance de l'économie suisse reste en deçà de son potentiel

Politique économique, 4 décembre 2015

Le Conseil fédéral est favorable à une mise en œuvre avec une clause de sauvegarde

Économie extérieure, 4 décembre 2015

Affaiblir l'État de droit, c'est nuire aussi à la Suisse

Économie extérieure, 20 janvier 2016

Garantir les rentes actuelles, sans les développer !

Finances, 21 janvier 2016

La Suisse à la veille de décisions importantes dans les politiques européenne, fiscale et d'infrastructures

economiesuisse, 1^{er} février 2016

Appel civique contre l'initiative de renvoi des étrangers criminels

Économie extérieure, 15 février 2016

Triologue des ressources : lancement d'un vaste processus de dialogue sur la gestion des déchets et des ressources à l'horizon 2030

Énergie et environnement, 22 février 2016

Améliorations importantes d'une réforme fiscale cruciale

Fiscalité, 24 février 2016

Soutien au modèle qui fait le succès de la Suisse

economiesuisse, 28 février 2016

L'initiative sur la sécurité alimentaire fait fausse route

Politique économique, 1^{er} mars 2016

Le projet va dans la bonne direction, mais la question européenne reste délicate

Politique économique, 4 mars 2016

Croissance économique suisse par habitant : nettement plus élevée grâce aux accords bilatéraux

Économie extérieure, 15 mars 2016

Réformes de la politique de la santé : economiesuisse s'engage pour la liberté de contracter

Politique économique, 17 mars 2016

Le peuple soutient une politique d'asile constructive

economiesuisse, 5 juin 2016

Les perspectives de croissance s'améliorent malgré une économie mondiale sur la retenue

Politique économique, 6 juin 2016

Accord sur l'impôt sur le bénéfice corrigé des intérêts

Fiscalité, 13 juin 2016

Positions pour les votations du 25 septembre : deux fois non, une fois oui

economiesuisse, 16 juin 2016

Une réforme fiscale largement soutenue et dans l'intérêt de la Suisse

Fiscalité, 16 juin 2016

Après le Brexit, la Suisse est aussi affectée

Économie extérieure, 24 juin 2016

5

FICHES D'INFORMATION /
BROCHURES**Argumentaire long contre l'initiative des Jeunes socialistes**

Économie extérieure, 17 décembre 2015

Argumentaire court contre l'initiative des Jeunes socialistes

Économie extérieure, 12 janvier 2016

Rapport sur les infrastructures : renforcer la concurrence et saisir les chances offertes par le numériqueInfrastructures, 1^{er} février 2016**Pour une nouvelle politique suisse de la santé : évaluation de projets actuels**

Politique économique, 17 mars 2016

Pour une nouvelle politique suisse de la santé : lignes directrices de l'économie

Politique économique, 17 mars 2016

1

ÉTUDE

La croissance de la Suisse est meilleure que sa réputation

Politique économique, 15 mars 2016

55

CONSULTATIONS / AUDITIONS

Audition relative à l'ordonnance sur la surveillance de l'assurance maladie sociale

Concurrence, 9 juillet 2015

Audition relative à la modification des ordonnances sur l'énergie et sur l'approvisionnement en électricité

Énergie et environnement, 9 juillet 2015

Audition concernant le rapport final sur le sous-projet 1 « Compétences disciplinaires de base requises pour les études »

Formation, 31 juillet 2015

Révision de la LAMal : accorder plus d'autonomie au personnel soignant

Politique économique, 4 août 2015

Modification de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite

Réglementation, 13 août 2015

Surveillance des assurances : nouvelles circulaires de la FINMA et plusieurs circulaires révisées ou supprimées

Finances, 20 août 2015

Audition FINMA Circulaire 2016/xx « Publication banques »

Réglementation, 31 août 2015

Impulsions en faveur de la croissance et du développement durable en AsieÉconomie extérieure, 1^{er} septembre 2015**Ordonnance sur le blanchiment d'argent – prise de position d'economiesuisse**

Réglementation, 9 septembre 2015

Rapport sur la tarification de la mobilité

Infrastructures, 11 septembre 2015

Approbation du protocole d'amendement à l'accord sur la fiscalité de l'épargne entre la Suisse et l'UE

Fiscalité, 17 septembre 2015

Adaptation du plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique (PSIA) et du plan sectoriel militaire (PSM)

Infrastructures, 24 septembre 2015

« Stratégie nationale de prévention des maladies non transmissibles »

Concurrence, 29 septembre 2015

Révision partielle 1+ de la loi sur l'aviation

Infrastructures, 30 septembre 2015

Ordonnance de la Banque nationale – Révision du chapitre 4 (Surveillance des infrastructures des marchés financiers) – Prise de position d'economiesuisse

Réglementation, 2 octobre 2015

Prise de position sur le projet de rapport 2015 sur la politique aéronautique du Conseil fédéral

Infrastructures, 5 octobre 2015

Audition concernant l'ordonnance sur l'infrastructure des marchés financiers (OIMF)

Réglementation, 6 octobre 2015

Loi sur la coopération dans l'espace suisse de formation : prise de position

Politique économique, 8 octobre 2015

Prise de position sur le modèle de calcul du taux d'intérêt calculé conformément à l'OApEI

Énergie et environnement, 8 octobre 2015

Arrêté fédéral concernant le nouveau régime financier 2021 (NRF 2021)

Fiscalité, 19 octobre 2015

Ordonnance sur l'assurance maladie (OMal) et franchises à option

Concurrence, 2 novembre 2015

Révision de la loi sur les EPF

Politique économique, 11 novembre 2015

Révision partielle de l'ORTV

Infrastructures, 25 novembre 2015

Projet d'organisation de l'infrastructure ferroviaireInfrastructures, 1^{er} décembre 2015**Modification de la loi sur l'assistance administrative fiscale (données volées)**Fiscalité, 1^{er} décembre 2015**Projet de modification de l'ordonnance sur les services de télécommunication (OST)**

Infrastructures, 2 décembre 2015

Rail : l'explosion des coûts crée un malaise

Infrastructures, 15 janvier 2016

Mesures fiscales visant à renforcer la compétitivité (loi sur la réforme de l'imposition des entreprises III)

Fiscalité, 15 janvier 2016

Modification de la loi sur les aides financières à l'accueil extrafamilial pour enfants

Finances, 21 janvier 2016

Modification de la loi sur le droit privé international

Réglementation, 3 février 2016

Activités

Harmonisation importante avec des prescriptions de l'UE

Énergie et environnement, 5 février 2016

Reprise de l'ordonnance (UE) sur la création d'un fonds pour la sécurité intérieure

Économie extérieure, 15 février 2016

Consultation sur les enveloppes financières 2018-2021 destinées à l'agriculture

Politique économique, 15 février 2016

Éviter des coûts inutiles

Énergie et environnement, 15 février 2016

Audition relative à la modification des ordonnances sur les fonds propres et sur les banques

Réglementation, 15 février 2016

Modification de la loi sur le Tribunal fédéral

Réglementation, 29 février 2016

Programme de stabilisation 2017-2019 – domaine des douanes

Finances, 8 mars 2016

Programme de stabilisation 2017-2019

Finances, 8 mars 2016

Révision partielle de la loi du 6 octobre 2006 sur les prestations complémentaires

Finances, 17 mars 2016

Initiative parlementaire sur les « primes enfants »

Politique économique, 11 mars 2016

Ordonnance réglant la mise sur le marché de produits fabriqués selon des prescriptions techniques étrangères et la surveillance du marché de ceux-ci (OPPEtr)

Réglementation, 21 mars 2016

Garantir des capacités frontalières suffisantes

Infrastructures, 24 mars 2016

Révision totale de l'ordonnance sur la compensation des risques dans l'assurance maladie (OCOR)

Politique économique, 31 mars 2016

Modification de la loi sur les télécommunications (LTC)

Infrastructures, 31 mars 2016

Position des milieux économiques en vue de l'élimination des divergences pour la RIE III

Fiscalité, 7 avril 2016

Traitement fiscal des sanctions financières

Fiscalité, 8 avril 2016

Modification de la loi sur le droit d'auteur

Réglementation, 11 avril 2016

Circulaire de la FINMA en matière de « gouvernance d'entreprise – banques »

Réglementation, 20 avril 2016

Modification de l'ordonnance / du règlement sur l'examen complémentaire permettant aux titulaires d'un certificat fédéral de maturité professionnelle d'être admis aux hautes écoles universitaires

Formation, 13 mai 2016

L'augmentation du supplément sur les coûts de transport est inutile et arrive à un moment inopportun

Énergie et environnement, 25 mai 2016

Modification de l'ordonnance sur la fixation de la contribution pour la prévention générale des maladies

Finances, 10 juin 2016

Révision du code civil dans le domaine du droit successoral

Réglementation, 17 juin 2016

Révision des règles en matière de publicité événementielle de SIX Exchange Regulation

Réglementation, 24 juin 2016

Modification de l'ordonnance sur les médecines complémentaires

Politique économique, 27 juin 2016

Audition sur le droit d'exécution concernant la loi fédérale sur le dossier électronique du patient (LDEP)

Politique économique, 29 juin 2016

7

MANIFESTATIONS

Journée de l'économie

4 septembre 2015 à Lucerne

« L'économie à votre écoute »

28 octobre 2015 à Genève

Portes ouvertes chez ABB Sécheron SA

21 novembre 2015 à Genève

Portes ouvertes chez les Usines métallurgiques de Vallorbe SA

20 janvier 2016 à Vallorbe

Conférence des directeurs d'association

19 avril 2016

Événement « N'allons pas dans le mur »

26 mai 2016 à Lausanne

Food-truck-tour pour une Suisse « ouverte + souveraine »

3 mai 2016 à Genève, 19 mai 2016 à Neuchâtel, 20 mai 2016 à Sion

4

CONFÉRENCES DE PRESSE

« Situation économique et perspectives conjoncturelles en 2016 »

4 décembre 2015

Conférence de presse annuelle

2 février 2016

Présentation de l'étude « Évolution du PIB par habitant : la croissance de la Suisse est meilleure que sa réputation »

15 mars 2016

Conférence de presse téléphonique « Perspectives conjoncturelles pour 2016 et 2017 »

6 juin 2016

Cette publication paraît en allemand et en français.

Composition: Wirz Corporate AG, Zurich

Réalisation: Wernlis, grafische Gestalter, Bâle et Zurich

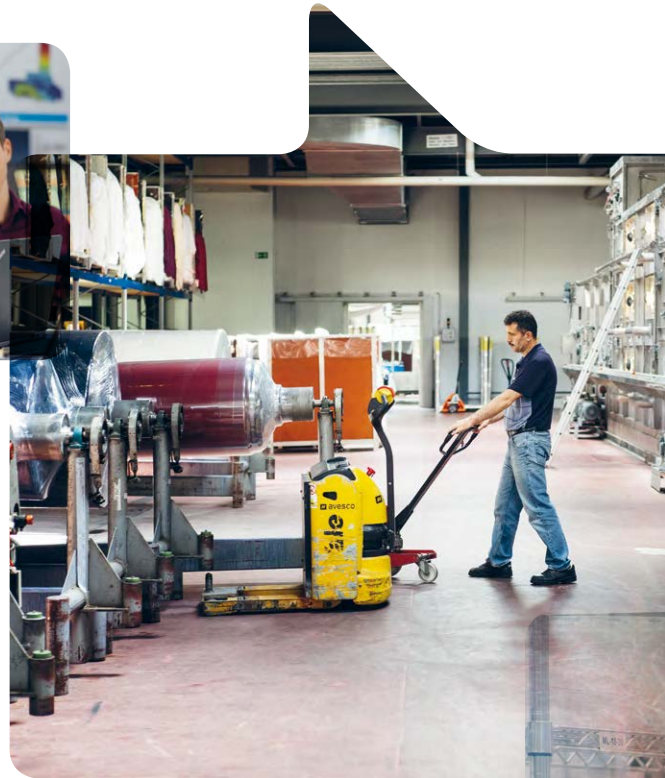
Photographie: Hans Schürmann, Zurich

Impression: GDZ AG, Zurich

Responsable de projet et rédaction: Karin Mateu, economiesuisse

Édition: Août 2016

© economiesuisse, 2016



economiesuisse
Fédération des entreprises suisses
1, carrefour de Rive
Case postale 3684
CH-1211 Genève 3

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Hegibachstrasse 47
Postfach
CH-8032 Zürich

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Spitalgasse 4
Postfach
CH-3000 Bern

economiesuisse
Federazione delle imprese svizzere
Via S. Balestra 9
Casella postale 5563
CH-6901 Lugano

economiesuisse
Swiss Business Federation
168, avenue de Cortenberg
B-1000 Bruxelles

